

Entreprises ouvrières et luttres sociales en Andalousie : Implications idéologiques

MAXIME HAUBERT*

L'objet de cet article est d'étudier l'évolution des luttres sociales concernant les entreprises collectives en Andalousie. L'analyse est centrée sur le rôle qu'ont pu avoir dans ces luttres les facteurs idéologiques et plus largement politiques : les entreprises ouvrières ont-elles été considérées comme un instrument d'émancipation des travailleurs, ou au contraire comme une sorte d'antidote contre la révolution ? La période considérée va de l'apparition du fouriérisme en Andalousie à la fin de la guerre civile ; quelques rapprochements sont proposés avec la situation des entreprises collectives dans la période récente.

This article examines the evolution of the social conflicts around collective enterprises in Andalusia. The analysis centres on the role that ideological and more broadly political factors may have played in these conflicts. Were worker enterprises considered an instrument for the emancipation of workers or, rather, a sort of antidote to the revolution? The period examined extends from the emergence of Fourierism in Andalusia through to the end of the Civil War. A few parallels are drawn with the situation of collective enterprises in more recent times.

ON SAIT QUE, dès la formation des « sociétés coopératives ouvrières » au XIX^e siècle, des interrogations ont été émises sur leur rôle dans les rapports sociaux. C'est le cas en particulier dans le mouvement socialiste¹. D'un côté, en effet, marxistes et anarchistes saluent leur rôle de témoignage quant à la capacité des travailleurs de faire fonctionner l'économie sous leur commandement et à leur propre bénéfice². Mais, d'un autre côté, la plupart doutent que, dans le cadre

* Maxime Haubert est docteur d'État ès lettres et sciences humaines et professeur émérite de sociologie à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne. Son axe de recherche principal est la sociologie du développement et des mouvements sociaux. Il a notamment publié des ouvrages sur les organisations communautaires et associatives et sur les sociétés paysannes et la question alimentaire dans les processus de développement.

1 Henri Desroche, *Le projet coopératif*, Paris, Éditions Économie et Humanisme, Les Éditions ouvrières, 1976, p. 79-91.

2 Cela est bien exprimé par Karl Marx dans son « Adresse inaugurale à l'Association internationale des travailleurs », en 1864 : les expériences coopératives, dit-il, « ont prouvé que la production sur une grande échelle, et en accord avec les exigences de la science moderne, peut marcher sans qu'une classe de maîtres emploie une classe de "bras"; que les moyens de travail, pour porter fruit, n'ont pas besoin d'être monopolisés pour la domination et l'exploitation du travailleur » (Karl Marx, *Économie*, Paris,

du système capitaliste, elles puissent favoriser l'émancipation des travailleurs. Les coopérateurs, en tant qu'entrepreneurs, ne vont-ils pas être conduits à s'exploiter eux-mêmes en tant que travailleurs ou, en tout cas, à ne pas s'associer aux luttes contre la bourgeoisie? Karl Marx, notamment, avait fait une mise en garde : si la coopération des travailleurs n'est pas accompagnée d'une révolution politique, « elle ne sera pas capable de libérer les masses, ni même d'alléger de façon perceptible le fardeau de leur misère ». Et il ajoutait : « C'est sans doute pour cette raison-là que des lords à langue dorée, des bourgeois philanthropes et sermonneurs, et même des économistes subtils nous ont servi des compliments nauséabonds sur ce même système coopératif qu'ils avaient cherché vainement à tuer dans l'œuf³ ».

Cette dernière remarque de Karl Marx est particulièrement intéressante, parce qu'elle ouvre le champ d'analyse des luttes idéologiques et plus largement politiques auxquelles peuvent donner lieu les entreprises possédées et gérées par leurs travailleurs. C'est sur cet aspect que je me centrerai dans la présente étude concernant l'Andalousie.

Le champ de cette étude appelle trois remarques préalables :

1. En premier lieu, comme les luttes portent sur la possibilité pour les travailleurs de devenir entrepreneurs, on s'intéressera ici essentiellement aux entreprises de production collective, celles où les travailleurs sont associés pour produire ensemble des biens ou des services. On ne fera référence aux autres entreprises collectives, et notamment aux organisations de services aux agriculteurs⁴, aux caisses de crédit rural et aux coopératives d'habitation, que dans la mesure où cela permet de mieux faire ressortir les spécificités des luttes concernant les entreprises collectives créées par des ouvriers ou d'autres travailleurs. Ces « entreprises de travail associé » peuvent évidemment revêtir divers statuts juridiques : coopératives de production proprement dites, entreprises communautaires, collectivités agraires, etc.
2. D'autre part, l'étude est restreinte aux *relations* entre les luttes sociales et les entreprises de travail associé. Il ne s'agira donc pas ici d'approfondir l'histoire des mouvements sociaux en Andalousie (histoire sur laquelle existent d'ailleurs déjà un grand nombre d'excellentes études), non plus que celle des entreprises de travail associé (même si sur ce point la littérature est beaucoup plus fragmentaire).
3. Enfin, on se centrera sur la période comprise entre le début du règne d'Isabelle II et la fin de la guerre civile. Dans la dernière section de l'article, cependant, quelques remarques seront faites sur la période ultérieure, dans la mesure où elles permettent d'éclairer « rétrospectivement » certains

Bibliothèque de la Pléiade, t. I, 1968, p. 466). De même remarque-t-il, dans *Le Capital* (Œuvres, t. II, p. 1178) que les coopératives ouvrières « représentent, à l'intérieur de l'ancien système, la première brèche faite dans celui-ci », car dans ces coopératives « les travailleurs sont leur propre capitaliste ».

3 Marx, Œuvres, t. I, p. 467; Henri Defalvard, « Marx et les coopératives de production : une question de valeur », *Revue internationale de l'économie sociale* (RECMA), n° 330, 2013, p. 43-55.

4 Parfois faussement appelées coopératives « de production », lorsqu'elles ont pour fonction la transformation des produits agricoles fournis par leurs membres (production de vin, d'huile d'olive, etc.).

points importants de l'histoire précédente; cela pourra m'amener aussi à sortir occasionnellement du cadre géographique de l'Andalousie.

Le fait de prendre comme objet d'étude l'Andalousie pendant la période considérée est justifié en particulier par le fait que cette région d'Espagne a alors été secouée périodiquement par des luttes sociales d'une très grande violence. Celles-ci trouvent leur origine dans l'extorsion de la majeure partie du revenu produit dans l'agriculture par une infime minorité de grands propriétaires fonciers et du revenu produit dans les mines par des groupes capitalistes extérieurs. La prolétarianisation et la paupérisation qui frappent une grande partie des masses populaires sont encore aggravées considérablement par les réformes « libérales » conduites à partir des années 1830 dans le secteur agricole, réformes par lesquelles les petits paysans se sont vu déposséder de la plus grande partie des terres qu'ils exploitaient jusqu'alors, en propriété ou sous différents régimes d'exploitation précaire, et notamment des terres communales⁵. Les centaines de milliers de journaliers agricoles n'ont généralement du travail que pendant quelques mois par an, et ils ne reçoivent alors que des salaires de misère, à tel point que nombre d'observateurs sont horrifiés par les conditions de vie infrahumaines où sont réduites leurs familles. La situation des paysans minifundistes⁶ est à peine moins difficile. Il suffit que les récoltes soient mauvaises ou se commercialisent mal pour que se produisent de graves crises de subsistance — dans lesquelles sont entraînés également les petits commerçants et artisans — et même des famines meurtrières.

La résistance des groupes populaires peut prendre différentes formes, plus ou moins violentes : recours juridiques, ralliement à des groupes politiques d'opposition, passivité au travail, bris de machines ou incendies de récoltes, émeutes de la faim, grèves sectorielles ou générales, insurrections, etc. Mais les mouvements de révolte réels ou supposés font très généralement l'objet d'une répression féroce et impitoyable. Pendant la majeure partie de la période étudiée ici, le pouvoir central exprime les intérêts des grands propriétaires fonciers et des entreprises minières, et les forces de l'ordre sont donc entièrement à leur service. À diverses reprises, lorsque les « agitations » deviennent trop importantes en Andalousie, la loi martiale est proclamée : ce n'est pas seulement une région « colonisée »⁷, c'est aussi une région « occupée »⁸. Il est même arrivé, dans les années 1930, que l'aviation soit envoyée pour bombarder des villages d'ouvriers agricoles en grève⁹.

Une des formes de lutte non violente, plus ou moins combinée selon les cas avec l'action politique ou l'organisation syndicale, peut être la création et la gestion d'entreprises de production collective.

5 Antonio-Miguel Bernal, *La propiedad de la tierra y las luchas agrarias andaluzas*, Barcelone, Ariel, 1974.

6 Dans l'analyse des sociétés agraires, ce terme désigne les agriculteurs exploitant de très petites superficies.

7 Antonio M. Calero, *Movimientos sociales en Andalucía (1820-1936)*, Madrid, Siglo XXI de España Editores, S.A., 1979, p. 2.

8 Jacques Maurice, *El anarquismo andaluz. Campesinos y sindicalistas, 1868-1936*, Barcelone, Editorial Crítica, 1990, p. 103.

9 Edward Malefakis, *Reforma agraria y revolución campesina en la España del siglo XX*, Barcelone, Editorial Ariel, 1976 (1^{ère} édition en anglais : 1971), p. 353.

Comme cette forme de lutte touche d'une certaine façon le cœur du système (la propriété, le capital, l'entreprise, la subordination des travailleurs), elle suscite, en Andalousie comme ailleurs, des prises de position politiques et des argumentations idéologiques fortement opposées.

Les organisations ouvrières et les militants progressistes oscillent, selon leur orientation et le contexte, entre d'un côté la défiance quant à la capacité de ces entreprises de travail associé de relâcher les structures de domination et d'améliorer la situation des masses populaires et d'un autre côté un optimisme qui peut confiner à l'utopie.

Quant aux forces sociales conservatrices, si d'un côté elles n'hésitent pas à « tuer dans l'œuf » toute tentative d'autogestion économique des travailleurs, d'un autre côté, il n'a pas manqué non plus parmi elles, en Andalousie, de « lords à langue dorée », de « bourgeois philanthropes et sermonneurs » ni même d'« économistes subtils » pour faire des compliments intéressés à la prise en charge par les travailleurs de certaines fonctions ou activités économiques.

Les deux faces du fouriérisme andalou

C'est dans la basse Andalousie (ce qui correspond au bassin du Guadalquivir)¹⁰ que la concentration des terres aux mains de quelques familles de la haute noblesse et de la grande bourgeoisie atteint ses niveaux les plus élevés. C'est le cas plus particulièrement dans la province de Cadix, où 2,5 p. 100 des exploitations monopolisent 70 p. 100 des superficies. Mais c'est aussi la province économiquement la plus avancée, en raison notamment de la présence d'un grand port et d'un grand produit d'exportation, le vin de Jerez. C'est là que les luttes sont souvent le plus violentes. Et c'est là que, dès les années 1830, quelques membres de la bourgeoisie éclairée prennent conscience du caractère explosif que revêtent les rapports sociaux entre les possédants et le petit peuple des ouvriers, artisans et paysans minifundistes, et surtout du fait que l'on ne peut se contenter de mesures répressives pour y faire face. C'est parmi eux que trouvent écho les idées de Charles Fourier¹¹. Le premier à les introduire en Espagne est Joaquín Abreu Orta (1782-1851). Exilé en France pendant une dizaine d'années pour avoir voté la destitution de Ferdinand VII, cet ancien militaire et député libéral y a rencontré Charles Fourier et Victor Considérant, et il semble avoir participé à l'expérience de phalanstère de Condé-sur-Vesgre. De retour à Cadix en 1834, il diffuse la pensée du maître dans des articles qu'il signe curieusement « El Proletario ». Ce qu'il en retient surtout, c'est que l'association dans les phalanstères du capital et du travail sous l'égide de la science peut transformer l'Espagne en un « Éden de paix et d'abondance ». Toutes les classes sociales seront bénéficiaires et il

¹⁰ Il s'agit essentiellement des provinces de Cadix, Cordoue, Huelva, Jaen et Séville). Dans les provinces orientales d'Almería, Grenade et Malaga, la proportion de paysans minifundistes est beaucoup plus importante. Mais les problèmes des deux sous-régions ne peuvent être dissociés, notamment parce qu'un grand nombre de journaliers et de paysans minifundistes d'Andalousie orientale migrent de façon saisonnière vers la basse Andalousie, à la recherche de travail sur les grandes propriétés.

¹¹ Antonio Elorza (dir.), *El fourierismo en España. Selección de textos y estudio preliminar*, Madrid, Ediciones de la Revista de Trabajo, 1975; Antonio Cabral Chamorro, *Socialismo utópico y revolución burguesa: el fourierismo gaditano 1833-1848*, Cádiz, Diputación de Cádiz, 1990.

ne sera aucunement nécessaire de modifier leur hiérarchie pour qu'elles vivent en « harmonie ». Lui-même, se retrouvant par mariage à la tête d'un très gros domaine foncier, se propose d'associer les ouvriers à son exploitation; mais, d'un autre côté, il s'oppose violemment à ce que ses propres terres soient affectées par des mesures de répartition et exige que les terres communales qu'il exploite lui soient attribuées en pleine propriété.

Grand propriétaire foncier comme lui et financier, son disciple Manuel Sagrario de Veloy fait le projet en 1841 de créer à Tempul, dans la commune de Jerez, un phalanstère ou « village-palais » pour 500 familles. Il fonde à cet effet une société anonyme dont le capital est souscrit par des membres de la bourgeoisie locale. Sagrario de Veloy les a convaincus en leur assurant que le système de Fourier non seulement conservera mais accroîtra considérablement les avantages de leur position, tandis que par ailleurs il fera « disparaître le paupérisme » et ainsi « fermera pour toujours l'abîme des révolutions »; les habitants du phalanstère, soigneusement choisis par les actionnaires, appliqueront selon lui dans l'allégresse un plan centralisé répondant aux derniers progrès de la science et de la technique. Cependant, le régent auquel il s'est adressé lui ayant refusé l'exemption de droits de douane pour le matériel importé et la fourniture de soldats « ou à défaut de forçats » pour la réalisation des travaux, le phalanstère reste à l'état de projet. Son initiateur fera ensuite fortune comme un des plus importants entrepreneurs des mines de Carthagène¹². Abreu et Sagrario de Veloy se proclament l'un et l'autre adeptes du « socialisme », mais on voit combien ce socialisme-là n'a en définitive pour objet essentiel que de servir les intérêts des groupes dominants.

Ce n'est pas le cas d'autres fouriéristes, notamment de Fernando Garrido Tortosa (1821-1883) et de Ramón de Cala y Barea (1827-1902), partisans tous deux du libéralisme économique et politique et artisans à cet effet d'une alliance contre la bourgeoisie conservatrice entre la bourgeoisie commerciale, la petite bourgeoisie et le prolétariat. Le premier, issu d'une famille bourgeoise, fait la connaissance d'Abreu lors de ses études à Cadix et est ensuite profondément marqué par l'effervescence socialiste de la révolution française de 1848, ainsi que par les idées de Saint-Simon, de Louis Blanc et de Proudhon. Ses nombreux écrits en défense du socialisme et des associations ouvrières lui valent plusieurs fois la prison et l'exil. À Paris, il est membre d'une coopérative de consommation et fonde en 1864, avec 27 compagnons — dont les frères Élie et Élisée Reclus —, une « association générale d'approvisionnement et de consommation » dans le quartier de Chaillot. En Angleterre, il visite l'expérience de Rochdale¹³.

Dans les années 1860, un grand nombre de coopératives sont créées dans la zone de Jerez, en réponse à la crise qu'entraîne la chute des exportations de vin; les écrits et actions de Garrido exercent certainement une forte influence à cet égard, et il est même probable qu'il participe personnellement à la formation de plusieurs d'entre elles¹⁴. Garrido est élu député aux Cortès après la révolution de

12 Fernando Garrido Tortosa, *Historia de las clases trabajadoras*, Algorta, Zero S.A., 1971 (1^{re} édition : 1870-1871); Elorza, *El fourierismo en España*; Cabral, *Socialismo utópico*.

13 Juan Reventos Carner, *El movimiento cooperativo en España*, Barcelone, Ediciones Ariel, 1960, p. 57-65.

14 La plupart sont des coopératives de production ou de consommation, qui semblent avoir eu aussi une

1868 puis, sous la Première République, nommé intendant général des Philippines. Retiré à Cordoue, il publie à la fin de sa vie un opuscule sur la coopération dans lequel il continue à manifester sa foi dans ce système, bien qu'il ne cache pas ses déconvenues :

ces associations [...] sont un symptôme du progrès intellectuel des masses populaires, parce qu'elles apportent en leur sein le germe de profondes transformations économiques et politiques et en définitive parce que, en abordant par le moyen d'une organisation scientifique la solution du terrible problème de la misère, les classes travailleuses commencent à montrer qu'elles peuvent se suffire à elles-mêmes et sortir par leurs propres moyens des abîmes d'ignorance et de prostration où elles végètent¹⁵.

Ramón de Cala, membre d'une famille de la classe moyenne, est lui aussi très impliqué dans les luttes contre le pouvoir conservateur et fort actif dans le développement coopératif. Il dirige le cercle ouvrier de Jerez fondé en 1863. Au lendemain de la révolution de 1868, il figure en bonne place (en compagnie de Rafael Guillen, un autre ancien fouriériste) dans le nouveau gouvernement provincial et dans le comité révolutionnaire de Jerez. On remarquera que celui-ci institue des commissions paritaires de patrons et de salariés pour résoudre les conflits du travail, leurs décisions ayant force exécutoire. Cala, nommé *alcalde* de la cité, organise des sortes d'« ateliers municipaux » employant les chômeurs pour construire des routes et démolir des monastères¹⁶. En 1871, il se rend à Paris pour y faire des recherches sur la Commune qui vient d'y être écrasée, et, dès la même année, il publie sur ce sujet un gros ouvrage où il manifeste sa sympathie pour les insurgés et pour l'Association internationale des travailleurs (AIT).

En 1883 s'ouvre le fameux procès dit de la « Mano Negra », cette société secrète anarchiste qui aurait fomenté une vague de terreur dans la région de Jerez. Parallèlement à la violente répression qu'il exerce alors sur tout le mouvement ouvrier, particulièrement dans le secteur agricole, le gouvernement nomme une « Commission pour l'étude des questions qui intéressent l'amélioration et le bien-être des classes ouvrières, tant agricoles qu'industrielles ». Le président de cette

fonction de secours mutuel. Les données manquent sur leur organisation et leur fonctionnement. On ne dispose de quelques détails que sur deux coopératives de production dans le secteur agricole (Garrido, *Historia de las clases trabajadoras*, t. IV, p. 136; Joaquín Costa, *Colectivismo agrario en España. Derecho consuetudinario*, Saragosse, Guara Editorial, 1981 et 1983 [1^{re} édition : 1898], t. II, p. 167). Leur fonction de secours mutuel a une certaine parenté avec celle qu'avaient les corporations supprimées en 1836 et il est donc probable — comme l'indique Temma Kaplan (*Orígenes sociales del anarquismo en Andalucía. Capitalismo agrario y lucha de clases en la provincia de Cádiz, 1868-1903*, Barcelone, Editorial Crítica, 1977, p. 50-51), en désaccord sur ce point avec J. Reventos (*El movimiento cooperativo en España*, p. 85) — que beaucoup d'entre elles ont pris naissance dans des « associations » qui, sous une apparence légale, avaient en fait pour objectif de perpétuer certains rapports sociaux des corporations et donc de faire face collectivement aux changements en cours. H. Desroche (*Sociétaires et compagnons. Des Associations Ouvrières aux Coopératives de Production (1831-1900)*, n° spécial des *Archives de Sciences Sociales de la Coopération et du Développement*, n° 55, janvier-mars 1981, p. 50-51 et *passim*) a traité des récurrences corporatistes dans les premières coopératives ouvrières en France.

15 Fernando Garrido Tortosa, *La cooperación*, Barcelone, Imprenta de Oliveres, a cargo de Xumetra, 1879, p. 3.

16 Kaplan, *Orígenes sociales del anarquismo en Andalucía*, p. 69, 81.

commission pense que les coopératives peuvent être un instrument de réforme sociale, mais la majorité des organisations ouvrières consultées se montrent défavorables à cette solution¹⁷.

La commission demande également leur avis à un certain nombre de spécialistes de la question sociale, notamment à Ramón de Cala. Dans sa réponse, publiée en 1884¹⁸, celui-ci rejette les solutions bourgeoises, qui consistent à développer l'épargne et l'instruction parmi les ouvriers, et éventuellement à les associer aux résultats des entreprises : « parler d'épargne à des ouvriers qui ne gagnent pas de quoi manger, c'est inventer sciemment un remède impossible ou leur chercher un motif de reproche »; l'instruction n'est utile qu'à ceux qui ont déjà de quoi manger, sinon elle ne fait qu'aviver leur désespoir; quant à la participation aux résultats, telle qu'elle a été essayée récemment dans la zone de Jerez, « ce que l'on propose n'est pas une participation aux bénéfices, mais une participation aux pertes », c'est-à-dire qu'il s'agit en réalité de transférer la crise aux travailleurs. Cependant, les solutions que tentent de mettre en œuvre les prolétaires n'ont pas plus de chances de succès, d'une part parce qu'elles sont l'objet d'une violente répression par la bourgeoisie, et d'autre part parce qu'elles sont en elles-mêmes inefficaces : si la grève tourne bien, les capitalistes finissent toujours par récupérer les avantages acquis; quant aux associations de production, comment réuniraient-elles le capital nécessaire? « Mille pauvres ne font pas un riche, et s'ils réunissent mille douros, ils réunissent aussi mille besoins... ». Et le crédit suppose une garantie : or, « si un bœuf, un âne, des machines représentent une garantie, même faible, le travailleur, lui, ne vaut rien ». Enfin, à supposer même que les associations permettent la rédemption d'un petit nombre, cela importe peu : car il s'agit de réformer la société, « pour donner vie à la classe entière des travailleurs »¹⁹.

La seule solution pour Ramón de Cala est l'application totale et pacifique du système de Fourier. C'est une solution particulièrement bien adaptée aux problèmes agraires de l'Andalousie; et elle libérerait les forces productives, parce qu'elle permettrait de rationaliser la production, parce qu'elle supprimerait à la fois le chômage et les postes de « travail » inutiles et parce que le travail deviendrait un plaisir²⁰.

Entre mouvement ouvrier et réaction patronale, quel rôle pour les entreprises collectives?

S'il y a évidemment divergence sur la solution à mettre en œuvre pour la « rédemption » des travailleurs, l'analyse que fait Ramón de Cala de leur situation et de leurs moyens d'action rejoint, on le voit, celle que fait alors le mouvement ouvrier international. Il en est ainsi en particulier en ce qui concerne le rôle et les possibilités des organisations coopératives. Bien qu'il ait été vingt ans plus tôt un de leurs principaux propagandistes en Andalousie, Cala est bien obligé de

17 Reventos, *El movimiento cooperativo en España*, p. 129.

18 « El problema de la miseria resuelto por la armonía de los intereses humanos », reproduit dans Elorza, *El fourierismo en España*, p. 247-360.

19 Cala, *El problema de la miseria*, p. 265, 270, 282, 312-314. Il n'hésite pas à affirmer que « la démocratie sera un mensonge tant que les travailleurs ne se seront pas emparés du pouvoir ».

20 *Ibid.*, p. 316 et suiv.

constater, comme l'a d'ailleurs fait peu de temps auparavant Garrido, que si elles se sont multipliées après la révolution de 1868, la plupart n'ont eu qu'une vie éphémère, les autres ayant été bien incapables de faire face aux problèmes des masses populaires.

Les relations entre le mouvement coopératif et le mouvement ouvrier se présentaient pourtant au départ de façon plutôt favorable. L'un et l'autre trouvent en effet en partie l'origine de leur développement en Andalousie dans la rupture de l'alliance entre les classes populaires, la petite bourgeoisie et la bourgeoisie commerciale, cette dernière ayant détourné la révolution de septembre 1868 à son propre profit, établi une alliance avec la bourgeoisie agraire andalouse et utilisé avec elle le pouvoir d'État pour briser les résistances à leur domination. Cela conduit une grande partie des travailleurs et petits producteurs à rejeter l'action proprement politique et à ne plus attendre une amélioration de leur sort que de l'action coopérative ou de l'action subversive prônée par les anarchistes, les deux pouvant du reste aller de pair : il est significatif à cet égard que ce soit dans les mêmes groupes de la petite bourgeoisie et des travailleurs qualifiés que se recrutent les militants de l'une et de l'autre. Il semble bien en tout cas que l'action coopérative ait au moins préparé le terrain à l'action anarchiste²¹.

D'ailleurs, c'est Fernando Garrido qui présente aux travailleurs de Jerez Élie Reclus (avec qui il avait, rappelons-le, créé une coopérative à Paris), Aristide Ney et Alfred Naquet, lorsqu'à la fin de 1868 ils viennent en Andalousie en tant que représentants de l'Alliance internationale des travailleurs (la « Première Internationale », fondée en 1864); tous trois font partie de l'Alliance de la démocratie socialiste, groupe dissident de l'AIT formé autour de Bakounine.

Par-delà ces circonstances, la rencontre entre le mouvement coopératif et le mouvement anarchiste est favorisée par d'évidentes affinités. Proudhon n'est-il pas un des pères fondateurs de l'un et l'autre? Les deux mouvements ne postulent-ils pas une libre association de groupes locaux librement constitués, dans une même méfiance vis-à-vis de l'État et de tous les appareils centralisés? Cette convergence est particulièrement importante en ce qui concerne l'Andalousie, en raison de la puissance qu'y ont toujours eue les idées et les sentiments cantonalistes et fédéralistes : c'est sans doute une des raisons de la très forte prééminence dans cette région de la branche anarchiste du mouvement ouvrier pendant les dernières décennies du XIX^e siècle²².

Quoi qu'il en soit, sur le plan doctrinal tout au moins, le mouvement anarchiste espagnol formule d'extrêmes réserves à l'égard des coopératives. Le premier congrès que tient la Fédération espagnole de l'AIT, à Barcelone en 1870, est dominé par les anarchistes; et ceux-ci viennent de s'opposer assez vivement à Garrido, notamment parce qu'il défend les coopératives de Rochdale « fondées sur un principe individualiste » et continue à croire aux vertus de l'action politique. Ils font voter une résolution qui affirme que « la coopération dans ses deux branches de

21 Calero, *Movimientos sociales en Andalucía*, p. 19; Kaplan, *Orígenes sociales del anarquismo en Andalucía*, p. 51, 78-79, 239; Josep Termes, *Anarquismo y socialismo en España: la primera Internacional (1864-1881)*, Barcelone, Editorial Crítica, 2000 (1^{ère} édition : 1965), p. 30.

22 Maurice, *El anarquismo andaluz*.

production et de consommation ne peut être considérée comme un moyen direct et absolu d'atteindre l'émancipation des classes travailleuses, mais ne peut servir que comme un moyen indirect pour soulager quelque peu le sort d'une partie d'entre nous et nous aider à travailler à la réalisation de notre véritable objectif ». Celui-ci est de soustraire les ouvriers « directement, immédiatement et définitivement à l'exploitation bourgeoise, en jetant à terre les colonnes de l'ordre social actuel »; dans cette perspective, le rôle essentiel des organisations coopératives ne peut être que d'éveiller la conscience de classe parmi « tous les ouvriers qui, en raison de leur état attardé, peuvent difficilement être atteints aujourd'hui par les bienfaits de la nouvelle idée » et sont donc encore incapables de comprendre l'objectif « scientifiquement défini » de la révolution²³. Sur les 90 délégués du congrès de Barcelone, trois seulement représentent des sections andalouses. Mais deux ans plus tard, le congrès spécifiquement anarchiste de Cordoue reprend les mêmes positions, et celles-ci seront constamment réaffirmées par la suite :

1. La coopération de production correspond certes à la formule de gouvernement de l'avenir, mais, tant qu'on n'aura pas changé le système actuel jusqu'à la racine, elle est fondamentalement incapable de lutter contre le grand capital; à supposer même qu'elle puisse se former dans quelques secteurs isolés où le grand capital ne s'est pas encore introduit, elle ne peut qu'être un facteur de division de la classe ouvrière et affaiblir ses luttes contre le système, alors que les anarchistes rêvent d'une très proche victoire.
2. La coopération de consommation est « plus pure par nature » parce qu'elle peut regrouper non seulement le plus grand nombre de travailleurs de différents métiers, mais aussi les chômeurs (qui dans la région constituent en général une fraction importante de la population) et les femmes au foyer; toutefois, elle doit d'abord servir à les unir dans la lutte derrière les militants anarchistes.

Parmi les anarchistes, il y a certes des différences sur ce sujet entre le courant « collectiviste », qui met l'accent sur la primauté des sections syndicales organisées par métiers et est plus favorable aux coopératives de production, et le courant « communiste » ou « communaliste », pour lequel c'est l'ensemble des groupes populaires de la communauté locale qui doit se mobiliser, éventuellement pour créer des coopératives de consommation, mais surtout pour mettre à bas l'État et l'ordre social capitaliste. Si dans la pratique quelques coopératives sont formées par des militants anarchistes, elles sont en nombre extrêmement réduit. Leur gestion requerrait d'ailleurs un minimum de connaissances en économie; or les anarchistes sont unanimes à rejeter la prétendue « science économique » comme relevant uniquement de l'idéologie bourgeoise²⁴.

Ce n'est qu'à partir de 1890, lorsque s'amorce le tournant vers l'anarcho-syndicalisme, et davantage encore à partir de 1910, lorsqu'est créée la

23 Reventos, *El movimiento cooperativo en España*, p. 87-96; Termes, *Anarquismo y socialismo en España*, p. 65.

24 Xavier Paniagua Fuertes, *La sociedad libertaria. Agrarismo e industrialización en el anarquismo español (1930-1939)*, Barcelone, Editorial Crítica, 1982, p. 34; Rocío Navarro Comas, « Las colectividades agrarias en los folletos anarquistas de la Guerra Civil española », *Hispania Nova*, n° 1, 1998-2000 (<http://hispanianova.rediris.es/general/articulo/008/art008.htm>).

Confédération nationale du travail (CNT), que le mouvement fait une place un peu plus importante aux coopératives dans son action²⁵. Il faut dire que celles-ci ont également prouvé leur utilité, pendant les périodes de répression, comme moyen permettant à l'organisation ouvrière de survivre sous des apparences légales. Mais les coopératives mises en place sont principalement des coopératives de consommation (et notamment des boulangeries coopératives) dépendant directement des conseils anarchistes locaux : elles seules apparaissent vraiment capables d'aider à réaliser « l'union de tous les pauvres » contre le système.

Quant au Parti socialiste ouvrier espagnol (PSOE) et au syndicat correspondant, l'Union générale des travailleurs (UGT), dont l'implantation en Andalousie ne commence vraiment qu'au début du XX^e siècle, ces organisations marxistes sont au départ au moins aussi réticentes que les anarchistes envers les coopératives ouvrières²⁶. On ne trouve pas trace dans leurs congrès de discussions à leur sujet, si ce n'est, au congrès socialiste de Valence en 1892, une référence aux cantines scolaires coopératives. Les militants socialistes finissent cependant par créer également, pour soulager la misère populaire, un certain nombre de coopératives de consommation, coopératives qui dépendent en général de la « Maison du peuple »²⁷. Mais cette action concerne surtout les centres urbains et les centres miniers, là où se trouve le prolétariat auquel s'adressent le PSOE et l'UGT. En 1913, par exemple, la grande grève déclenchée par les socialistes dans les mines de Rio Tinto a notamment pour objectif de soustraire les ouvriers au monopole des magasins de la compagnie et de constituer une coopérative.

On sait que c'est en particulier parce qu'il met toutes ses espérances dans les capacités révolutionnaires des masses paysannes que Bakounine s'oppose à Marx. Dans une région comme l'Andalousie, dont l'économie et la société sont dominées par la question agraire, les ouvriers agricoles et les petits producteurs paysans ont donc une place essentielle dans la stratégie des anarchistes, qui cherchent à les organiser et à les mobiliser en vue de la révolution. L'intérêt des socialistes pour les problèmes agraires de l'Andalousie est beaucoup plus tardif, et il porte d'abord presque uniquement sur les ouvriers agricoles : en 1902, ils apportent un appui décisif à une grève importante que ceux-ci mènent à Teba, dans la province de Malaga; et en 1922, ils décident de créer une Fédération nationale des travailleurs de la terre (FNTT), décision qui ne deviendra cependant effective qu'en 1930. C'est à partir du « triennat bolcheviste²⁸ » qu'ils précisent leur programme agraire, lequel comporte en particulier la création de coopératives de services aux petits

25 Si les anarchistes sont très largement majoritaires dans la CNT, celle-ci regroupe aussi des militants d'autres sensibilités, mais hostiles comme eux à l'action politique.

26 En 1901, un de leurs premiers dirigeants à Séville, R. Jiménez, critique d'ailleurs sévèrement les anarcho-collectivistes en raison des espoirs qu'ils paraissent encore avoir dans les vertus émancipatrices des coopératives de production (Ángeles González Fernández, *Los orígenes del socialismo en Sevilla: 1900-1923*, Séville, Ayuntamiento de Sevilla, 1966, p. 43).

27 Reventos, *El movimiento cooperativo en España*, p. 127.

28 Pendant les trois années qui suivent la révolution russe (1918-1920), les travailleurs agricoles et petits exploitants d'Andalousie croient que s'est levée pour eux une aube nouvelle, ce qui accroît considérablement l'ampleur et la violence de leurs « agitations ». C'est Juan Díaz del Moral, observateur scrupuleux des événements, qui a qualifié cette période de *trienio bolchevista*, dans sa classique *Historia de las agitaciones campesinas andaluzas*, parue d'abord en 1929.

producteurs et, dans le cas où des terres des grands domaines seraient expropriées, leur remise pour exploitation à des sociétés ouvrières²⁹.

Sur ce dernier point, leurs propositions rejoignent celles des régionalistes andalous. Si leur dirigeant Blas Infante réclame en 1915 « la terre andalouse pour le journalier andalou », il pense que cela peut être réalisé par l'instauration, selon la doctrine de Henry George, d'un impôt foncier unique, les terres ainsi expropriées indirectement étant municipalisées et confiées pour leur exploitation à des syndicats de journaliers agricoles : de cette façon se formerait à plus ou moins long terme une classe moyenne agricole, ce qui permettrait d'éviter des solutions révolutionnaires³⁰.

Le georgisme a également à cette époque de nombreux adeptes parmi les libéraux³¹ et surtout parmi les républicains, dont l'influence est très importante en Andalousie depuis le milieu du XIX^e siècle (F. Garrido et R. de Cala ont été parmi leurs plus célèbres militants). Même s'ils sont pour la plupart d'origine « petite-bourgeoise », les cercles, clubs ou « sociétés ouvrières » qu'ils créent un peu partout rassemblent souvent des personnes de conditions et d'orientations très diverses. Dans une conception que l'on pourrait qualifier d'« interclassiste », ils militent pour la défense des catégories populaires (depuis les enseignants et commerçants jusqu'aux paysans et journaliers) et sont par exemple à l'origine de la création de nombreuses organisations coopératives. Certains d'entre eux pensent même que, les stratégies insurrectionnelles étant condamnées à l'échec, la voie coopérative peut conduire, dans un cadre légal, à une transformation profonde de la société.

C'est le cas d'Estéban Beltrán, qui se définit lui-même comme « républicain socialiste ». L'échec de la coopérative de consommation dont ce commerçant franc-maçon a été l'initiateur à Montoro, dans la province de Cordoue, ne le décourage pas, et en 1908, il publie un ouvrage³² où il expose son utopie coopérative. Il s'agit de ce que l'on pourrait appeler un « roman de politique-fiction » décrivant comment des ouvriers agricoles ont réussi, en partant d'une modeste coopérative, à créer une « colonie agricole socialiste » abolissant le chômage, la pauvreté, les inégalités et même l'argent, et où il n'y a pas de policiers ni de prêtres pour maintenir le peuple dans ses chaînes; leur exemple a servi de catalyseur pour que d'autres travailleurs fondent des colonies similaires, qui, de proche en proche, font reculer le capitalisme jusque dans ses derniers retranchements. L'objectif — et l'intérêt — de l'ouvrage est double : par la description d'une société socialiste, convaincre toutes les classes sociales de son caractère idéal; et par la description des moyens utilisés, convaincre les travailleurs de la viabilité des stratégies qui cherchent « à guérir et non à détruire », comme le font les anarchistes³³.

29 Nous reviendrons plus loin sur les programmes des anarchistes et des socialistes concernant la question agraire.

30 Maurice, *El anarquismo andaluz*, p. 133-137.

31 Le ministre des Finances Santiago Alba Bonifaz élaborera en 1916 un projet de réforme fiscale qui comportait une surtaxe frappant les plus-values « indues » que les propriétaires fonciers pouvaient retirer des investissements publics (Malefakis, *Reforma agraria y revolución campesina en la España del siglo XX*, p. 494).

32 Estebán Beltrán Morales, *Manolín. Leyenda popular*, Cordoue, Diputación de Córdoba. 2000 (1^{re} édition : 1908).

33 *Ibid.*, p. xxiv.

Le succès de cet ouvrage est attesté par ses nombreuses rééditions. Il est vrai qu'après sa parution Estéban Beltrán s'est converti au georgisme, mais il juge que les deux méthodes peuvent parfaitement se compléter pour apporter aux hommes justice et félicité, ce à quoi « peuvent coopérer toutes les classes sociales, sans qu'il soit nécessaire de s'appeler républicain, socialiste, anarchiste, libéral ou quoi que ce soit³⁴ ».

Dans la *légende populaire* de Beltrán, les journaliers utilisent les bénéfiques des coopératives de consommation pour racheter progressivement les domaines fonciers. Remarquons qu'à la même époque, Enrique Lluria y Despán³⁵ propose de les utiliser pour racheter le capital des industries. On reconnaît là la stratégie primitive des Équitables pionniers de Rochdale, telle qu'elle a été théorisée en France au début du XX^e siècle par Charles Gide et l'École de Nîmes.

Si, pour une partie du mouvement ouvrier et progressiste, les organisations coopératives apparaissent comme un moyen d'utiliser — puisqu'on ne peut guère faire autrement — le cadre bourgeois de la propriété et des mécanismes du marché, mais pour arriver en définitive à le subvertir, pour d'autres courants sociopolitiques, elles apparaissent au contraire comme un des meilleurs moyens de le préserver.

Déjà en 1877, donc avant la promulgation de l'encyclique *Rerum Novarum*, l'évêque de Cordoue, Fray Zeferino González, donne des instructions au clergé pour l'organisation de « cercles catholiques d'ouvriers », dont l'objectif essentiel est de les éloigner des « mauvaises doctrines » du socialisme et de l'anarchisme. Ces cercles ont des membres actifs (ouvriers) et des membres honoraires (bourgeois), et ils fonctionnent sous l'étroite tutelle du clergé. Ils doivent éduquer les ouvriers dans la doctrine chrétienne, dans la « résignation devant les décrets de la Divine Providence », dans les bonnes mœurs et dans l'épargne. La caisse d'épargne doit permettre d'apporter quelques secours aux membres ouvriers dans les cas de chômage (sauf s'ils sont paresseux ou fomentent des grèves), de maladie, de retraite ou de décès (dans ce cas, ils ont aussi droit à Cordoue à ce qu'on sonne le glas pendant deux heures au clocher de leur église). Plusieurs de ces cercles sont créés dans le diocèse entre 1877 et 1880. Mais ils ne fonctionnent qu'à grand-peine : dans ses deux ans de vie, par exemple, le cercle de Cordoue ne dépense qu'un peu plus du tiers de ses maigres ressources dans des secours aux ouvriers nécessiteux³⁶. Encore cela peut-il paraître une grande réussite par rapport à l'association *La Caridad* fondée en 1894, à Cordoue également, par le comte de Torres Cabrera, et qui a l'ambition de rassembler la totalité des ouvriers et des employeurs : au bout de huit mois d'existence, elle n'a réuni que quelques

34 *Ibid.*, p. 373.

35 Enrique Lluria y Despán, « *La cooperación* », *Conferencia leída en el Centro de Madrid bajo los auspicios de la Liga Española para la Instrucción popular*, Madrid, Establecimiento tipográfico de Inocente Calleja, 1909.

36 Juan Díaz del Moral, *Historia de las agitaciones campesinas andaluzas*, Madrid, Alianza Editorial, 1969 (1^{ère} édition : 1929), p. 142-144; Luis Palacios Bañuelos, *Círculos de obreros y sindicatos agrarios en Córdoba (1879-1923)*, Cordoue, Instituto de Historia de Andalucía, 1980, p. 57.

milliers de pesetas et n'en a dépensé qu'à peine plus de 7 p. 100 dans des secours aux ouvriers³⁷.

Deux ans auparavant s'est tenu à Séville un « congrès catholique national » ayant pour objectif de mettre en œuvre les enseignements de la récente encyclique *Rerum Novarum*. Affligés par le paupérisme et la situation injuste dont souffrent les ouvriers, les congressistes proposent notamment de reconstituer les corporations et de créer dans le cadre de chacune d'elles des caisses de secours mutuels et d'épargne-crédit ainsi que des « cercles catholiques ouvriers »; les avantages du système coopératif sont évoqués pour que les ouvriers aient une participation « prudente et raisonnable » dans les résultats de la production³⁸.

C'est également sous l'influence de *Rerum Novarum* que le marquis de Comillas, grand banquier proche du roi, qui est à la tête de la plus grosse fortune d'Espagne (amassée par son père dans le trafic d'esclaves), met sur pied en 1895 une « Association pour la défense de la classe ouvrière ». Celle-ci doit œuvrer à la constitution de « cercles catholiques » et de « syndicats catholiques » regroupant patrons et ouvriers. Mais très rares sont ceux qui sont créés en Andalousie³⁹. On doit cependant au marquis de Comillas la formation à Cadix d'une importante coopérative à fonctions multiples (consommation, crédit, secours mutuels) au bénéfice des ouvriers et employés de la Compañía transatlántica, dont sa banque est le principal actionnaire.

En définitive, l'échec de ces initiatives n'est guère étonnant : elles ne séduisent quelques ouvriers, en dehors des groupes paroissiaux, que lorsque la répression est trop forte, et les quelques membres de la bourgeoisie qu'elles convainquent au départ ne tardent pas à les qualifier de « socialistes » et à les désertir dès que se dissipe leur frayeur devant les révoltes ouvrières⁴⁰.

Cet échec n'empêche pas certains membres des classes dominantes d'exalter l'union du capital et du travail comme la panacée des problèmes sociaux.

En 1893, un avocat de Séville, membre du parti conservateur, publie un opuscule où, après avoir examiné les différentes solutions à la « question ouvrière », il déclare sa préférence pour le « système coopératif » : car « il tend à persuader les ouvriers et les fabricants que leurs intérêts sont dans le fond les mêmes »; et « c'est lui qui identifie l'ouvrier avec l'industrie dans laquelle il travaille, lui qui le met le plus en contact avec les bénéfices ou les pertes qu'elle peut connaître dans son développement⁴¹ ».

Au début du XX^e siècle, dans une conjoncture où l'agriculture capitaliste connaît un fort développement, ce qui conduit beaucoup de latifundistes à se défaire des parties les moins rentables de leurs propriétés, sont publiés à Séville deux autres opuscules prônant des solutions associatives, mais portant cette fois sur la question agraire. Dans le premier, l'auteur, révolté par le fait que l'on ne respire plus en Andalousie qu'un air « saturé de théories socialistes et anarchistes »,

37 Díaz del Moral, *Historia de las agitaciones campesinas andaluzas*, p. 146-148.

38 *Ibid.*, p. 144-145; Palacios Bañuelos, *Círculos de obreros y sindicatos agrarios en Córdoba (1879-1923)*, p. 129-130.

39 *Historia general de España y América*, Madrid, Ediciones RIALP, 1982, p. 597-602.

40 Díaz del Moral, *Historia de las agitaciones campesinas andaluzas*, p. 147.

41 Leopoldo Gómez Solano, *Apuntes sobre la cuestión obrera*, Séville, Tipografía de Díaz y Carballo, 1893.

propose d'associer patrons et ouvriers dans des « sociétés collectives ». Outre les terres que jusqu'à présent les propriétaires fonciers laissent en friche faute de rentabilité, ils apporteraient à ces sociétés le bétail et le matériel nécessaires à leur exploitation, tandis que les ouvriers apporteraient « leurs énergies physiques et leurs connaissances pratiques ». Par contrat, les premiers recevraient entre les deux tiers et les trois quarts du produit des ventes; quant aux ouvriers, un quart de leur rémunération serait affecté à un fonds de réserve servant à couvrir les éventuels accidents de travail et surtout... à amortir les pertes des propriétaires et alimenter leur trésorerie⁴². Il ne semble pas que cette ingénieuse proposition ait eu le moindre succès auprès des journaliers.

Dans le second opuscule, l'auteur, fonctionnaire au ministère des Finances, se déclare favorable au fractionnement et à la répartition d'une partie des latifundios. Les bénéficiaires pourront rembourser la valeur des terres par l'intermédiaire de coopératives de production collective; celles-ci, en utilisant les progrès de la science, pourraient être un merveilleux facteur de « régénération agricole » dans des régions laissées en grande partie à l'abandon. Cependant, qu'ils soient ou non bénéficiaires d'une répartition foncière, ce dont ont besoin d'abord et avant tout les petits producteurs, c'est de coopératives de services agricoles et de caisses de crédit rural. Toutes ces institutions concourront à résoudre le problème social, « les petits propriétaires servant de barrage » pour empêcher que « la vague anarchiste » ne déferle sur les campagnes⁴³. Et, dans un livre publié après la révolution russe, l'auteur se félicite que, « du grand naufrage provoqué par le débordement des passions les plus viles, seule s'est sauvée l'Arche Sainte de la Coopération⁴⁴ ».

C'est aux préoccupations exprimées par Rivas Moreno qu'a répondu la promulgation en 1906 d'une loi sur les « syndicats agricoles » qui a essentiellement pour objet de favoriser, notamment par la concession d'avantages fiscaux et douaniers, la création d'organisations coopératives d'approvisionnement et d'écoulement et de caisses rurales de crédit. La grande majorité des « syndicats agricoles » qui se constituent dans le cadre de cette loi le sont à l'initiative de l'Église, et plus concrètement de la Confederación nacional-católica agraria, créée en 1917. Ces soi-disant syndicats agricoles sont censés réunir tous les groupes sociaux actifs dans l'agriculture, et donc également les ouvriers; mais leur fonctionnement est très peu démocratique, et leur direction est généralement aux mains des grands propriétaires et du clergé. En Andalousie, leur nombre ne paraît

42 Cipriano Caamaño, *Anteproyecto para la formación de una ley que rija la explotación de las grandes fincas rústicas por sociedades colectivas*, Séville, Imprenta de Francisco de P. Díaz, 1905.

43 Francisco Rivas Moreno, *Las cooperativas de producción en España*, Séville, Establecimiento Tipográfico de J. Santioga ("Biblioteca de la Cooperación", volume X), 1913, p. 5, 15-16, 39.

44 F. Rivas Moreno, *La cooperación ante la Ley*, Madrid, Imprentas del Real Monasterio del Escorial ("Biblioteca de la Cooperación", volume XV), 1923, p. 6, 39-41. À la même époque, le marquis de Torrenueva et le marquis de Tablantes, tous deux grands propriétaires fonciers dans la province de Séville, publient des opuscules qui provoquent, semble-t-il, un certain émoi parmi leurs pairs, car ils ont l'« audace » d'admettre une certaine parcellisation des *latifundios*; mais il est vrai que celle-ci ne doit pas porter atteinte aux intérêts des propriétaires concernés et peut même leur être bénéficiaire, dans la mesure où elle fixerait près de leurs domaines des groupes de paysans minifundistes constituant des réserves de force de travail (Antonio Florencio Puntas, *Empresariado agrícola y cambio económico, 1880-1936: organización y estrategia de la patronal sevillana en los inicios de la modernización*, Séville, Diputación Provincial de Sevilla, 1994, p. 317).

jamais dépasser 5 p. 100 du total espagnol, et encore, une bonne partie n'ont-ils qu'une existence purement fictive. En fait, leur nombre ne s'accroît sensiblement que pendant le « triennat bolcheviste ». Après la répression implacable qui s'est alors abattue sur le mouvement paysan, la peur des propriétaires fonciers disparaît, et avec elle meurent également la plupart des prétendus syndicats agricoles. Comme disait le président de l'un d'eux, « pourquoi voudrions-nous encore du syndicat, puisque l'ennemi est vaincu?⁴⁵ ».

À la veille de la Seconde République, la situation des organisations de type coopératif est en Andalousie, beaucoup plus encore que dans le reste de l'Espagne, caractérisée par une extrême faiblesse. Les organisations sont aussi très hétérogènes en ce qui concerne leurs fonctions, leur composition, leur gestion, leur orientation et leur respect des normes coopératives, ce qui explique leurs difficultés à se fédérer⁴⁶. Il n'y a aucune organisation fédérative en Andalousie, et celle-ci n'a pas de représentants au congrès qui, à Barcelone en 1929, décide la création d'une fédération nationale, décision qui n'a pu être prise que par un renoncement explicite à toute relation avec le mouvement ouvrier.

Quelles entreprises collectives pour la réforme agraire?

En 1931, l'année même de proclamation de la Seconde République (qui se définit dans le premier article de sa Constitution comme une « République des travailleurs »), est promulguée la première loi générale sur les coopératives. En Andalousie, dans le cadre de la renaissance du régionalisme suscitée par la libéralisation politique, Blas Infante prépare un projet de Statut d'Autonomie stipulant l'application du principe coopératif.

Ce que l'on attend surtout de la République, c'est qu'elle résolve enfin la question agraire, particulièrement en Andalousie⁴⁷.

45 Cité par S. Garrido Herrero, « Alentar y obstruir. Las vacilaciones de la política estatal sobre cooperativismo en los inicios del siglo XX », *Noticiario de Historia Agraria*, n° 7, 1994.

46 Même si elles n'ont pour la plupart qu'une durée de vie assez brève, les coopératives de consommation sont les seules à connaître un certain développement, parce qu'elles ne demandent que de faibles ressources, et surtout parce que les processus de réorganisation capitaliste n'ont pratiquement pas touché encore le secteur de la distribution. Encore ce développement concerne-t-il essentiellement les centres urbains et miniers, et donc les régions de basse Andalousie et de Malaga. Il y a par ailleurs une très grande diversité parmi ces coopératives, comme le montrent les statuts de 23 d'entre elles conservés à la bibliothèque de l'Université de Séville. Certaines sont typiquement ouvrières, et même parfois liées explicitement à un parti de gauche; au moins au début du XX^e siècle, elles affirment des objectifs de transformation de la société et ont plusieurs activités de caractère culturel ou pédagogique. D'autres sont « neutres » ou marquées à droite : « La Constancia », une coopérative catholique, n'admet que des croyants et refuse aux femmes le droit de vote et l'accès aux responsabilités. D'autres enfin, qui représentent la moitié des organisations créées entre 1916 et 1920, sont des éconòmats coopératifs, dont la gestion n'est qu'un décalque de celle des entreprises ou administrations qui les ont mis en place (dans une caserne, par exemple, c'est le colonel qui dirige de droit la « coopérative »). Il est intéressant d'observer que, lors d'élections à la *Junta de Reformas Sociales* (Conseil de réformes sociales) de Séville, une coopérative socialiste dénie à une coopérative catholique le droit de se présenter, car elle refuse la lutte des classes et ne peut donc pas représenter les ouvriers dans cet organisme paritaire (Ángeles González Fernández, *Los orígenes del socialismo en Sevilla: 1900-1923*, Séville, Ayuntamiento de Sevilla 1966, p. 89).

47 Je ne rentrerai évidemment pas ici dans le détail des dispositions législatives prises à cet effet à partir de 1931 et de leur application effective. Je me bornerai plutôt à quelques observations sur les luttes idéologiques et politiques auxquelles elles ont donné lieu, particulièrement en ce qui concerne la place des entreprises collectives.

Depuis la fin du XIX^e siècle, et en particulier à la suite du mouvement « régénérationniste »⁴⁸ et des écrits de Joaquín Costa, il y a un assez large consensus en Espagne sur le fait que la modification de structures agraires « archaïques » est un préalable indispensable au redressement du pays. C'est à cet effet en particulier que les gouvernements conservateurs ou libéraux, ou le dictateur Primo de Rivera, ont pris différentes dispositions concernant les « syndicats agricoles », les coopératives de services aux agriculteurs ou le crédit rural (v. *supra*). Des projets de « réforme agraire » ont aussi été élaborés, notamment après le « triennat bolcheviste », mais aussitôt enterrés.

Durant les trois premières décennies du XX^e siècle, il y a assurément eu une certaine modernisation technique ou économique de l'agriculture, mais, du point de vue social, la question agraire demeure tout aussi brûlante : en Andalousie, les journaliers agricoles et les petits paysans — qui représentent plus de la moitié de la population — sont accablés par la misère et réclament justice.

Dans les premiers gouvernements républicains, les socialistes sont les seuls à avoir un programme agraire relativement précis⁴⁹, qui s'articule autour des points suivants :

1. L'objectif final de la lutte est la socialisation complète de la terre et des autres biens de production et leur exploitation en régime collectif. Cependant, comme Marx l'a montré, les modes de production socialiste puis communiste ne pourront s'établir que lorsque le mode de production capitaliste aura atteint son plein développement et se sera effondré sous le poids de ses contradictions.
2. Entre-temps, la socialisation de l'agriculture ne peut et ne doit se réaliser que par deux voies : la restitution aux communes des patrimoines fonciers dont elles ont été spoliées lors des désamortissements⁵⁰ du XIX^e siècle; et l'expropriation au profit des communes et principalement de l'État (qui doit avoir un rôle primordial à jouer dans l'organisation de la production et des rapports sociaux) des terres privées mal acquises, mal exploitées ou qui font partie de domaines dépassant une certaine taille.
3. Les terres publiques et les terres expropriées seront remises en usufruit à des organisations paysannes, qui doivent de préférence les exploiter de façon collective : cela ne relève pas seulement d'une question doctrinale, mais aussi de la conviction que seules de grandes exploitations peuvent mettre en œuvre le progrès scientifique et technique permettant à l'agriculture de répondre aux besoins de la société.

48 Ce mouvement principalement intellectuel réagit contre la « décadence » de l'Espagne, qu'ont rendue manifeste notamment sa défaite dans la guerre de 1898 contre les États-Unis et la perte de ses dernières colonies. Il prône la « régénération » de la nation espagnole par un ensemble de réformes économiques, sociales, politiques, pédagogiques, etc.

49 Paloma Biglino, *El socialismo español y la cuestión agraria (1890-1936)*, Madrid, Ministerio de Trabajo y Seguridad Social, 1986; Francisco Cobo Romero, « La cuestión agraria y las luchas campesinas en la II. República, 1931-1936 », *Hispania Nova*, n° 11, 2013 (<http://hispanianova.rediris.es/11/HN2013.pdf>); Malefakis, *Reforma agraria y revolución campesina en la España del siglo XX*, p. 188-194.

50 Mesures ayant pour objet la suppression de la mainmorte affectant certaines catégories de biens (ecclésiastiques, communaux, etc.).

4. Si des terres sont mises en fermage, la préférence doit être donnée aux organisations paysannes.
5. Il faut cependant respecter les droits des petits et moyens exploitants, tout en les incitant à se regrouper dans des coopératives.

Ce programme inspire plus ou moins largement le décret sur les fermages collectifs, publié dès le mois de mai 1931, et la loi de réforme agraire promulguée en septembre 1932.

Le décret sur les fermages collectifs accorde un droit de préférence, pour la location des terres publiques ou privées, aux sociétés ouvrières légalement constituées (la plupart font partie de la Fédération nationale des travailleurs de la terre, de tendance socialiste); les terres louées à ces sociétés doivent être exploitées collectivement, sous le contrôle du ministère de l'Agriculture. De 1933 (date de son entrée en application) à 1936, 165 sociétés ouvrières ont été en Andalousie autorisées à signer des contrats de fermage collectif, sans qu'on connaisse le nombre de celles qui l'ont fait effectivement⁵¹. La plus célèbre de ces exploitations collectives est celle établie à Gabia la Grande (dans la province de Grenade) et que les habitants de la zone appellent « le kolkhoze »⁵².

Le principe des fermages collectifs était admis déjà depuis assez longtemps par les différentes forces politiques, depuis la droite conservatrice et catholique jusqu'aux anarcho-sindicalistes. Une loi de réforme agraire, en revanche, porte nécessairement atteinte aux structures de la propriété foncière et aux rapports sociaux dans l'agriculture. Aussi son élaboration donne-t-elle lieu à de très vifs conflits, que ce soit au sein même du gouvernement, ou à l'intérieur des Cortés avec des partis de droite qui expriment les intérêts de la noblesse et de la grande bourgeoisie foncière et sont appuyés par une Église catholique qui déclare sacrilège toute atteinte à la propriété privée. Ce n'est qu'après plusieurs modifications, et grâce à un sursaut républicain provoqué par la tentative de coup d'État du général Sanjurjo, que la loi de réforme agraire est finalement approuvée en septembre 1932.

Il s'agit d'une loi très complexe qui détermine les catégories de terres devant être expropriées en fonction de différents critères de taille des propriétés, de niveaux de mise en valeur et de légitimité d'acquisition; sauf exception, les propriétaires sont indemnisés, mais le montant correspondant ne représente qu'une faible fraction de la valeur marchande de leur bien et elle est en outre dégressive. Pour la redistribution des terres, la loi prévoit quatre catégories de bénéficiaires : les « sociétés de travailleurs agricoles légalement constituées et ayant au moins deux ans d'existence », les ouvriers agricoles sans terre, les petits propriétaires et les petits fermiers ou métayers, la préférence devant être donnée aux deux premières catégories; le choix du régime d'exploitation, individuel ou collectif, est laissé aux bénéficiaires. La restitution aux communes de leur patrimoine foncier ancestral est promise pour une date ultérieure.

51 Luis Garrido González, *Colectividades agrarias en Andalucía: Jaén (1931-1939)*, Madrid, Siglo XXI de España Editores, 1979, p. 10-19.

52 Calero, *Movimientos sociales en Andalucía (1820-1936)*, p. 150-152.

La lourdeur des procédures fait que la loi n'entre en application qu'avec une extrême lenteur : en Andalousie, on a à peine dépassé en 1934 le stade des travaux préparatoires. Cela provoque un profond mécontentement paysan, attisé par les syndicats anarchistes. De même qu'elle rejette sans appel une République « bourgeoise », la CNT condamne une prétendue réforme agraire qui n'a pour elle d'autre objectif que d'essayer d'empêcher la révolution⁵³. Elle juge que celle-ci est maintenant à la portée des travailleurs : dès qu'elle se produira, le communisme libertaire régnera sans partage, tous les biens seront socialisés dans le cadre de communes organisant leurs activités de façon autonome et solidaire et tous les hommes jouiront de l'abondance. Les disciples espagnols de Bakounine font ainsi preuve, pour beaucoup d'analystes⁵⁴, d'une foi quasiment millénariste dans les vertus de la révolution. Quoi qu'il en soit, si des expropriations sont réalisées auparavant, ils refusent absolument que les propriétaires soient indemnisés et que les terres ainsi récupérées par la collectivité soient réparties en parcelles individuelles, ce qui ne ferait qu'aliéner les bénéficiaires et entraver la modernisation de l'agriculture; et même les organisations coopératives ne feraient que développer l'égoïsme de leurs membres, tout en les soumettant à la tutelle de structures étatiques dont les anarchistes veulent l'abolition.

Il faut toutefois tenir compte du fait que ces prises de position intransigeantes résultent en grande partie de la prise de pouvoir, à l'intérieur de la CNT, par les extrémistes de la *Federación anarquista ibérica* (FAI), créée en 1927, aux dépens du courant plus strictement syndicaliste. Auparavant, certains congrès anarchistes avaient adopté des résolutions plus modérées sur la parcellisation ou sur les coopératives; et d'autre part les fédérations locales ont souvent des stratégies plus pragmatiques que les instances nationales.

L'hostilité de la CNT envers la République et ses réformes la conduit à tenter de déclencher des grèves générales et même des insurrections, dont l'échec traduit la désaffection des ouvriers agricoles et des paysans. Mais les partis de centre gauche au pouvoir, de leur côté, se sont aliéné de larges secteurs des couches populaires par la brutalité de la répression contre « les troubles à l'ordre public » (notamment le massacre de paysans par les gardes d'assaut dans le village andalou de Casas-Viejas, en janvier 1933), par la lenteur de la réforme agraire, par le caractère souvent très pénalisant de la nouvelle législation du travail pour les petits et moyens exploitants agricoles, ou encore par leurs actions anticléricales.

Les élections de novembre 1933 portent la droite au pouvoir. En 1935, celle-ci fait adopter une nouvelle loi de réforme agraire, qui a en fait pour objectif et pour résultat d'empêcher toute véritable réforme, ainsi qu'une autre loi abrogeant

53 Malefakis, *Reforma agraria y revolución campesina en la España del siglo XX*; Maurice, *El anarquismo andaluz. Campesinos y sindicalistas, 1868-1936*. Le fait que la réforme agraire puisse empêcher la révolution explique d'ailleurs que certaines personnalités conservatrices ne sont pas hostiles aux initiatives de la République dans ce domaine : ainsi de Diego Hidalgo, qui n'hésite pas à faire appel sur ce point à l'autorité de Lénine, lorsque celui-ci déconseille aux paysans russes d'accepter une réforme agraire qui ne serait qu'un piège pour la révolution (Francisco Espinosa Mestre, *La primavera del Frente Popular. Los campesinos de Badajoz y el origen de la guerra civil (marzo-julio de 1936)*, Barcelone, Editorial Critica, 2007, p. 326).

54 En particulier Eric J. Hobsbawm, *Les primitifs de la révolte dans l'Europe moderne*, Paris, Fayard. 1966 (1^{re} édition en anglais : 1959), p. 91-110.

pratiquement le décret de 1931 sur les fermages collectifs et supprimant l'aide de l'État.

En 1936, le gouvernement de Front populaire rétablit la loi de 1932, mais en simplifie beaucoup les procédures en utilisant notamment la « déclaration d'utilité sociale ». Il y a alors en Andalousie, plus encore que dans d'autres régions, un vaste mouvement d'occupation des grandes propriétés par les journaliers agricoles et les petits paysans, mouvement qui s'amplifie encore considérablement après le déclenchement en juillet de la guerre civile par une partie de l'armée.

En octobre 1936, un décret du ministre communiste de l'Agriculture précise les conditions de nationalisation — sans indemnisation — des terres et autres moyens de production agricole dont les propriétaires ont rejoint les zones conquises par les « nationalistes » ou sont liés directement ou indirectement au soulèvement. Dans ce cas aussi, c'est aux paysans bénéficiaires qu'il revient de choisir le régime d'exploitation, individuel ou collectif.

Par ce décret, le ministère cherche en fait à maîtriser et à organiser un processus d'occupation qui lui échappe très largement. C'est dans le régime d'exploitation des propriétés occupées que vont se traduire principalement les oppositions et conflits entre les communistes, les socialistes, les anarchistes... et les paysans.

Il faut observer tout d'abord qu'à l'époque, 40 à 50 p. 100 des terres susceptibles d'être expropriées sont mises en valeur par de petits fermiers et métayers (qui représentent selon les provinces de 30 à 60 p. 100 des paysans minifundistes) : il est normal que dans leur cas la « réforme » appliquée ait consisté à prendre pleinement possession de leurs parcelles et à supprimer la rente (comme cela a d'ailleurs été légalisé postérieurement par le gouvernement et admis par les organisations syndicales).

En ce qui concerne les terres des grands domaines en faire-valoir direct, il semble qu'après leur occupation, la solution de l'exploitation collective ait été largement prédominante⁵⁵. Mais quels en sont les facteurs?

Certes, l'avant-garde anarchiste et socialiste en Andalousie a toujours affirmé l'idéal de la communauté de biens. Mais cet idéal, au moins jusqu'à l'avènement de la Seconde République, est généralement compris par les travailleurs comme une liberté d'accès de chacun, en fonction de ses besoins, aux richesses communes et notamment à la terre. La devise « la terre pour celui qui la travaille » est interprétée comme une promesse de partage. Et c'est cette espérance qui, depuis le milieu du XIX^e siècle, soulève les masses de petits paysans et d'ouvriers agricoles : « Que chacun ait sa terre, de même qu'il a sa houe, et qu'on puisse s'émanciper du salaire, n'être au service de personne⁵⁶ ». La propriété commune n'exclut pas la

55 On ne dispose malheureusement pour l'Andalousie que de très peu de données sur le mouvement de collectivisation pendant la guerre civile, la volumineuse littérature sur ce sujet concernant presque uniquement le Nord de l'Espagne et la région de Valence. Pour l'Andalousie, on se référera à l'ouvrage détaillé de Luis Garrido González (*Colectividades agrarias en Andalucía*) sur la province de Jaén et au passionnant témoignage d'Antonio Rosado (*Tierra y libertad. Memorias de un campesino anarcosindicalista andaluz*, Barcelone, Editorial Crítica, 1979), un journalier agricole qui s'est engagé dès sa jeunesse dans le mouvement anarchiste et qui a été emprisonné à plusieurs reprises en raison de ses luttes; en 1937, il a été élu secrétaire général de la Fédération régionale des paysans d'Andalousie et a été à ce titre responsable des collectivités agraires relevant de la CNT.

56 Díaz del Moral, *Historia de las agitaciones campesinas andaluzas*, p. 371; v. aussi p. 71-72 et 203-204. Il

parcellisation, et c'est d'ailleurs bien ainsi que cela se passait habituellement pour les terres des communaux avant les désamortissements du XIX^e siècle.

Ce n'est pas pour autant qu'il faille sous-estimer l'influence des militants anarchistes et socialistes sur des groupes plus ou moins importants de paysans. Mais un autre facteur, autrement plus puissant, explique le choix du mode d'exploitation collectif lorsque les domaines occupés étaient auparavant exploités directement par leurs propriétaires : une fois ceux-ci partis ou écartés, leurs ouvriers se retrouvent pour survivre devant l'impérieuse nécessité d'obtenir des récoltes et de les commercialiser en commun; plus généralement, en attendant qu'il soit statué définitivement sur le sort des propriétés occupées, il est normal et même impératif de maintenir l'unité de leur exploitation, c'est-à-dire de poursuivre les travaux agricoles en utilisant en commun leurs biens de production (bâtiments, matériels, bétail, etc.)⁵⁷.

Si l'on se limite, dans le cadre de cet article, à quelques remarques sur les relations entre les organisations de gauche et les travailleurs de ces collectivités, il faut relever tout d'abord le fait que l'impératif d'exploitation collective auquel on vient de se référer s'impose aussi aux dirigeants anarchistes et socialistes locaux, qui détiennent fréquemment le pouvoir de fait dans les zones restées fidèles à la République. Lorsque les paysans mettent en exploitation collective une propriété occupée, ils y sont évidemment aidés — et même souvent poussés — par les dirigeants syndicaux : pour ceux-ci, en effet, la collectivisation n'est pas seulement nécessaire pour assurer la subsistance des travailleurs, elle l'est également pour que l'agriculture contribue le mieux possible à l'effort de guerre⁵⁸. C'est pourquoi aussi ils incitent fréquemment les petits exploitants familiaux à apporter leurs terres et autres moyens de production aux collectivités agraires, et beaucoup n'hésitent pas à exercer à cette fin sur eux diverses formes de contrainte administrative et éventuellement militaire (notamment dans les zones proches du front).

Même lorsque ce n'est pas le cas, il arrive que la crainte pousse les paysans à constituer ou à rejoindre des collectivités agraires. C'est ainsi que certaines collectivités liées à des organisations républicaines (*Izquierda republicana* et *Unión republicana*) semblent avoir été constituées par les petits paysans... pour échapper à la collectivisation, c'est-à-dire pour continuer sous le masque de la collectivité à

parle d'un « socialisme indigène » fondé sur le partage, et appuie cette affirmation sur une innombrable documentation écrite et orale collectée au plus fort des agitations paysannes des années 1910 et 1920.

57 Ce sont les mêmes impératifs de ne pas démembrer dans l'immédiat l'instrument de travail qui, en Algérie par exemple, expliquent l'autogestion réalisée spontanément aux premiers temps de l'occupation des fermes coloniales. Remarquons aussi la grande différence avec les mouvements d'occupation antérieurs : lorsqu'il leur arrivait d'occuper de grands domaines, les paysans andalous ne procédaient pratiquement jamais à leur mise en exploitation : car l'occupation avait essentiellement pour objectif de faire pression sur les propriétaires et les autorités. À présent, il s'agit essentiellement d'occuper pour produire (ce qui n'exclut pas de faire pression en même temps sur les autorités).

58 A. Rosado (*Tierra y libertad. Memorias de un campesino anarcosindicalista andaluz*, p. 151, 195) remarque lui-même que « cet essai de collectivisme n'était pas dû à un processus de maturation et de formation des paysans, mais était en réalité quelque chose d'improvisé en raison des exigences de la guerre ». Dans le même sens, v. Garrido González, *Colectividades agrarias en Andalucía*, p. 29, et José Sánchez Jiménez, « Las colectividades agrarias durante la Guerra Civil », *Anales de Historia Contemporánea*, n° 7, 1988-1989, p. 67.

exploiter leurs terres individuellement⁵⁹. Antonio Rosado⁶⁰ cite même le cas d'une collectivité créée par des « fascistes »! Par ailleurs, ce responsable des collectivités anarchistes raconte ingénument comment les habitants de villages que les hasards de la guerre ont placés dans les zones contrôlées par la CNT lui demandent de venir éclairer leur lanterne sur les collectivités : « C'est quelque chose de nouveau pour nous, qui nous a surpris du jour au lendemain, et franchement notre perplexité est générale, ce qui nous le supposons doit être le cas de la majorité des paysans »; on leur a dit de former des collectivités, mais ils voudraient bien savoir ce que c'est et comment il faut s'y prendre...⁶¹.

Remarquons à ce propos que la majorité des collectivités agraires relèvent d'un parti ou d'un syndicat déterminé. La grande originalité de l'Andalousie par rapport au reste de l'Espagne républicaine, c'est que la collectivisation n'est pas seulement promue par les anarchistes, mais aussi par les socialistes — qui jouent même souvent un rôle prépondérant, comme dans la province de Jaén — et, dans une bien moindre mesure, par les communistes et par les républicains. Remarquons aussi qu'un grand nombre de collectivités sont mixtes (CNT-UGT-PCE, etc.), ce à quoi les nécessités de la guerre ne sont évidemment pas étrangères.

Certes, la guerre civile n'a pas fait disparaître les différences idéologiques et politiques entre les organisations, et ces différences peuvent se retrouver dans l'organisation des collectivités. Mais elle impose de trouver dans la pratique un compromis entre l'application des décisions ministérielles et des règles coopératives, qui a les préférences des socialistes et des communistes, et l'exercice d'une autogestion de type libertaire, qui a les préférences des anarchistes. C'est ainsi que les militants de la CNT se retrouvent en fait dans l'obligation de diriger de façon assez autoritaire les collectivités agraires dont ils ont la charge; et Antonio Rosado ne manque pas de se plaindre du fait que cela enfreint les principes du « communisme libertaire » pour lequel il se bat depuis de longues années, même si ce « collectivisme », qui rappelle par certains côtés un modèle soviétique qu'il déteste, est un « moindre mal de caractère provisoire » dans les circonstances du conflit⁶².

Il remarque aussi⁶³ qu'il y a souvent une tendance parmi les membres des collectivités agraires à se partager les résultats de la production au détriment de l'approvisionnement des combattants, des populations urbaines ou même des autres collectivités moins bien loties (bien que des « caisses de compensation » aient été établies à cet effet). Par ailleurs, il semble qu'assez nombreux sont les travailleurs qui voient en fait dans la collectivisation la possibilité de s'affranchir des servitudes de l'exploitation familiale et du salariat occasionnel en devenant en quelque sorte des salariés de la République, une République dont ils espèrent une amélioration substantielle de leur condition : n'est-il pas significatif qu'en

⁵⁹ Garrido González, *Colectividades agrarias en Andalucía*, p. 58.

⁶⁰ *Tierra y libertad. Memorias de un campesino anarcosindicalista andaluz*, p. 158.

⁶¹ *Ibid.*, p. 170-171, 175.

⁶² *Ibid.*, p. 153.

⁶³ *Ibid.*, p. 152.

pleine guerre civile certains réclament une réduction de la journée de travail et une augmentation des salaires⁶⁴?

Il ne faut sans doute pas exagérer l'importance de ces attitudes « opportunistes », et l'on manque d'ailleurs d'études de cas pouvant éclairer ce point. Mais il est essentiel d'observer qu'il se trouve d'une certaine façon au centre du conflit qui, en ce qui concerne les collectivités, oppose les anarchistes aux communistes et au ministère de l'Agriculture⁶⁵.

Pour les communistes, il faut d'abord gagner la guerre avant de faire la révolution. Collectiviser la terre en pleine guerre civile, alors que les paysans n'y sont pas préparés, c'est provoquer une diminution de la production et renforcer les rangs des factieux. Les communistes défendent donc paradoxalement ce que l'on pourrait appeler un « individualisme de guerre » : il ne faut pas forcer les petits paysans à entrer dans les collectivités, comme cela est souvent le cas; sur les terres expropriées, il faut donner la préférence à l'exploitation individuelle sur l'exploitation collective, qui diminue la stimulation au travail, et en tout cas vérifier que les bénéficiaires choisissent librement leur régime d'exploitation; si l'exploitation est collective, il faut donner la préférence aux coopératives de production sur les collectivités agraires, parce que chacun y est rémunéré en fonction de son travail, ce qui évite que des profiteurs vivent aux dépens des autres travailleurs; et si des collectivités sont créées, il est préférable qu'elles soient de petite taille, comme c'est le cas pour celles qui sont constituées avec l'appui du PCE, parce qu'autrement, cela favorise la désorganisation et le remplacement de l'ancien patron par un nouveau, c'est-à-dire la domination des paysans par des chefs irresponsables ne connaissant rien à leur milieu et à leurs problèmes.

Cette position des communistes sur l'organisation du travail n'empêche pas qu'ils adoptent au contraire une position très dirigiste en ce qui concerne l'orientation et l'utilisation de la production. L'agriculture jouant un rôle vital dans l'approvisionnement des combattants et des populations civiles et dans l'obtention de devises, il faut que l'État intervienne pour planifier les activités des agriculteurs : une planification que les coopératives, en tant qu'entreprises soumises à la tutelle du ministère, sont mieux à même de mettre en œuvre que les collectivités « autogérées », lesquelles n'expriment généralement que le pouvoir de sections syndicales ou politiques. Ce à quoi les anarchistes répondent que l'expérience par les paysans des bienfaits de la collectivisation leur fera défendre la République avec d'autant plus d'ardeur.

En fait, tout donne à penser que, dans le différend entre les communistes et les anarchistes, les orientations idéologiques ont beaucoup moins de poids que les considérations purement politiques : pour les communistes, il s'agit de compenser par les institutions qu'ils contrôlent (ministère de l'Agriculture et Institut de réforme agraire) leur très faible implantation au niveau local; tandis que, pour les anarchistes, il s'agit de préserver dans toute la mesure du possible, grâce aux collectivités qu'ils contrôlent, leur autonomie par rapport au pouvoir central. Mais

64 Dans certaines collectivités, on ne travaille plus que six heures par jour, et encore ce travail est-il réalisé sans beaucoup d'enthousiasme (Garrido González, *Colectividades agrarias en Andalucía*, p. 59 et 61-62).

65 *Ibid.*, p. 45 et suiv.

les uns et les autres se rejoignent dans la pratique sur la nécessité de soumettre l'agriculture, ses organisations et ses exploitations aux besoins de la guerre, bien que cela soit très loin de conduire à une coordination efficace.

Quoi qu'il en soit, la question de l'organisation ne se pose guère plus après deux ans de guerre. Selon certaines estimations⁶⁶, il y a en 1938 dans les zones d'Andalousie restées au pouvoir des républicains un peu plus de 300 collectivités regroupant entre 130 000 et 150 000 travailleurs. Mais leur importance diminue rapidement pour deux raisons : les difficultés de plus en plus grandes qu'elles éprouvent du point de vue de leur fonctionnement économique et le départ pour le front d'un nombre croissant de travailleurs masculins. Et lorsque la fin de la guerre se rapproche, beaucoup sont dissoutes ou abandonnées par la plupart de leurs membres. Il en est probablement de même pour les entreprises collectives établies en Andalousie dans les secteurs secondaire et tertiaire, sur lesquelles nous n'avons malheureusement aucun renseignement.

Il faut remarquer que les déficiences de la coordination entre les collectivités (et notamment entre les collectivités anarchistes) expliquent sans doute en partie les difficultés rencontrées dans la résistance aux factieux⁶⁷. Et il en est de même des contraintes exercées sur les paysans minifundistes (pour les obliger à rejoindre les collectivités, à employer un certain nombre de journaliers, à leur payer des salaires fixés par les syndicats, etc.), ce qui a conduit nombre d'entre eux à rejoindre les grands propriétaires dans l'hostilité à la République et au Front populaire⁶⁸.

Quelques observations rétrospectives

Après cette analyse des luttes idéologiques et politiques auxquelles ont donné lieu en Andalousie les entreprises collectives des travailleurs jusqu'à la fin de la guerre civile, il n'est sans doute pas sans intérêt de jeter sur elles un regard en quelque sorte rétrospectif, autrement dit, d'étudier certains de leurs aspects à la lumière des luttes ultérieures. Mais ces dernières ne seront évidemment évoquées que dans la stricte mesure où elles permettent de faire ces « observations rétrospectives » : car, même si les travailleurs subissent toujours pleinement le poids des contraintes structurelles (sous-développement industriel, extrême inégalité des structures agraires, chômage endémique, etc.), le contexte politique est totalement différent, que ce soit pendant la longue nuit franquiste ou après le rétablissement de la démocratie (qu'il suffise d'évoquer la quasi-disparition du mouvement anarchiste); et l'analyse même sommaire des luttes pendant cette période déborderait de très loin le cadre restreint de cet article.

Dès la victoire des fascistes, toutes les entreprises collectivisées sont bien entendu supprimées et leurs moyens de production restitués « à leurs légitimes

66 Garrido González, *Colectividades agrarias en Andalucía*, p. 123-125.

67 Maurice, *El anarquismo andaluz. Campesinos y sindicalistas, 1868-1936*, p. 306; Sánchez Jimenez, « Las colectividades agrarias durante la Guerra Civil », p. 71.

68 Manuel González de Molina et Diego Caro Cancela (dir.), *La utopía racional. Estudios sobre el movimiento obrero andaluz*, Grenade, Universidad de Granada, UGT de Andalucía, Diputación de Granada, 2001, p. 279 et 323; Francisco Cobo Romero, « La cuestión agraria y las luchas campesinas en la II. República, 1931-1936 », *Hispania Nova*, n° 11, 2013 (<http://hispanianova.rediris.es/11/HN2013.pdf>), p. 20-37.

propriétaires »⁶⁹. La nouvelle législation coopérative a pour objectif d'« organiser et discipliner l'action coopérative dans un sens hiérarchique et unitaire ». Celle-ci est ainsi soumise à une tutelle extrêmement étroite de l'*Obra sindical de cooperación*, dont le chef est nommé par le ministre secrétaire général du *Movimiento* (le parti unique).

Certes, lorsqu'en 1959 le régime s'engage dans un processus vigoureux de libéralisation économique et d'industrialisation, il devient impératif d'accroître considérablement la productivité de l'agriculture, pour qu'elle soit mieux à même de gagner des devises à l'exportation et d'approvisionner les centres urbains et industriels. Les coopératives agricoles de services vont alors se voir attribuer un rôle stratégique dans la fourniture aux agriculteurs des intrants et équipements nécessaires à la modernisation de leurs exploitations; et c'est pourquoi on leur accorde, comme aux caisses rurales de crédit, d'importants avantages financiers et fiscaux. Mais elles sont strictement encadrées par les organismes « syndicaux » uniques et obligatoires; et elles permettent au pouvoir de s'assurer la fidélité du monde rural et aux « caciques » locaux de renforcer leur domination sur les petits producteurs, particulièrement en Andalousie. De même le régime franquiste favorise-t-il le développement des coopératives d'habitation, en raison de leur rôle pour accueillir la main-d'œuvre quittant les zones rurales pour les centres urbains et industriels; mais elles accroissent aussi la base sociale du régime, en transformant les bénéficiaires en autant de petits propriétaires. Dans les deux cas, les organisations de type coopératif paraissent donc bien remplir les fonctions d'antidotes contre la révolution que leur avaient assignées les idéologues conservateurs.

Dans la mesure où elles ont des relents de collectivisme, les coopératives de consommation et les coopératives ouvrières de production font l'objet au contraire d'une dure répression. Et il est vrai que certaines d'entre elles sont utilisées par les militants de gauche comme paravents pour leurs activités clandestines ou vitrines des transformations qu'ils proposent dans les rapports sociaux.

Le célèbre groupe coopératif de Mondragón⁷⁰ ne peut se former à la fin des années 1950 que parce qu'un hiérarque de l'*Obra sindical de cooperación* l'a aidé à trouver des accommodements avec la loi, et aussi parce qu'en définitive, le régime n'est pas fâché qu'un groupe important de jeunes Basques s'engage dans une aventure industrielle plutôt que dans des luttes politiques. De même, en Andalousie, une importante verrerie coopérative créée en 1935 n'obtient les crédits nécessaires au rachat de ses installations — à la grande fureur de Franco, paraît-il — que grâce à l'intervention personnelle d'un personnage haut placé dans les syndicats verticaux⁷¹.

69 Cette « normalisation » va de pair avec une répression d'une extrême sauvagerie à l'égard des ouvriers et petits paysans ayant d'une façon ou d'une autre participé à la réforme agraire des « rouges » (Francisco Espinosa Mestre, *Guerra y represión en el sur de España: entre la historia y la memoria*, Valence, Universitat de Valencia, 2012).

70 Étranglé en 2014 par les difficultés financières consécutives à la crise de l'économie espagnole.

71 Leur appartenance aux appareils franquistes n'empêche pas certains cadres de l'*Obra sindical de cooperación* d'essayer sincèrement d'aider les coopératives dont ils ont la tutelle.

En fait, les faveurs du régime vont aux *sociedades laborales* (« sociétés de travailleurs », qui peuvent revêtir la forme de sociétés anonymes ou de sociétés à responsabilité limitée), un nouveau type d'organisation dont les règles sont plus souples et le fonctionnement plus malléable : il suffit que des « travailleurs » (y compris des cadres) possèdent la majorité des actions, et les droits de vote sont proportionnels au capital possédé. La première et la plus importante est la SALTUV, qui a obtenu en 1964 la concession des transports urbains de Valence. Bien qu'elle se situe géographiquement en dehors du champ de cet article, il est intéressant de se référer à l'ouvrage publié à l'occasion du cinquième anniversaire de sa création⁷². Il s'ouvre par trois études de fond rédigées par deux éminents professeurs d'université (M. Lizcano Pellón et E. Borrajo Cruz, respectivement sociologue et spécialiste de politique sociale) et Juan López Sánchez, ancien dirigeant du syndicat anarchiste (CNT) et ancien ministre du Commerce dans le cabinet de Largo Caballero au début de la guerre civile, qui est revenu d'exil en 1967 et travaille alors à la SALTUV. On notera qu'il avait en 1936 publié une petite « utopie libertaire »⁷³, dans laquelle il soutient que les coopératives ne peuvent « actuellement » contribuer à la révolution, car elles sont irrémédiablement « sur une pente de dégénération », mais que dans la société future elles constitueront « le moyen le plus simple, le plus commode et le plus abouti » de regrouper et organiser les consommateurs.

Ces études convergent pour affirmer :

1. que le marxisme est une déviation du socialisme et qu'il est étranger à l'« idiosyncrasie » des peuples ibériques;
2. qu'il y a une « voie ibérique au socialisme », fondée sur des communautés organiques dirigées d'une main ferme par des chefs éclairés;
3. et enfin que, en raison de ses innombrables réalisations communautaires sans équivalent à l'étranger, le régime franquiste accomplit la seule véritable révolution, une « révolution non violente » [*sic*] qui rejette la lutte des classes, et le seul véritable socialisme scientifique (comme en témoignent les professeurs Lizcano et Borrajo), un socialisme qui, en fondant des entreprises comme la SALTUV sur le double pilier communal et syndical, est en quelque sorte un digne héritier de l'anarcho-syndicalisme (comme en témoigne l'ancien leader de la CNT), bien qu'il l'ait combattu à cause de ses méthodes subversives...

On comprend donc que le « généralissime » ait tenu à remettre personnellement une médaille d'or aux travailleurs de la SALTUV.

Après la longue agonie de Franco et de son régime, le rétablissement de la démocratie en Espagne coïncide avec la crise économique mondiale, une crise qui en Andalousie provoque une dramatique crise de l'emploi, dont la région peine encore à se sortir : alors qu'on estimait le taux de chômage à moins de 7 p. 100 en 1973 (mais les travailleurs « excédentaires » émigraient alors en masse vers

⁷² Divers auteurs, *SALTUV. La empresa comunal. Una experiencia española de socialización*, Valence, Hijos de Simeón Dura, S.A., 1970.

⁷³ « Cómo organizará el sindicato a la sociedad », Barcelone, reproduit dans Luis Gómez Tovar et Javier Paniagua, *Utopías libertarias españolas, siglos XIX-XX*, Madrid, Ediciones Tuero, 1991, p. 305-320.

d'autres régions d'Espagne et d'autres pays d'Europe), il touche actuellement 35 p. 100 de la population active (ce qui en Europe est tout à fait exceptionnel).

Parallèlement, on observe un développement impressionnant des « coopératives de travail associé », l'équivalent en Espagne des coopératives ouvrières de production (SCOP) en France⁷⁴. En Andalousie, elles regroupent en 2012 à peu près le même nombre d'associés que les SCOP dans toute la France (environ 23 000), mais ils constituent 8,9 p. 1000 de la population active (contre 0,8 p. 1000). Si l'on ajoute les salariés non associés et ceux des *sociudades laborales* (environ 14 000), on constate que les entreprises gérées par leurs travailleurs emploient en Andalousie 43 500 personnes en 2012, soit à peu près autant qu'en France l'ensemble des SCOP et des sociétés coopératives d'intérêt collectif (SCIC) : mais cela représente 16,9 p. 1000 de la population active, au lieu de seulement 1,55 p. 1000⁷⁵.

Quels sont les facteurs de ce développement? Bien évidemment, les entreprises ouvrières ne font plus l'objet de mesures répressives, et leurs marges d'action sont donc beaucoup plus importantes du point de vue politique. Quant aux marges d'action du point de vue économique, revenons à Marx et à son « Adresse inaugurale », dans laquelle il prophétisait que si la coopération des travailleurs « reste circonscrite dans un cercle étroit, si quelques ouvriers seulement font des efforts au petit bonheur et en leur particulier, alors cette coopération ne sera jamais capable d'arrêter les monopoles qui croissent de façon géométrique⁷⁶ ». C'est en se fondant sur cette incapacité des organisations de type coopératif à lutter contre les « monopoles » et à transformer la société, tant que le pouvoir d'État n'aura pas été conquis par les travailleurs, que marxistes et anarchistes les ont dans l'ensemble cantonnées en Andalousie dans un rôle subsidiaire d'amélioration dans l'immédiat des conditions de vie et surtout de formation de la conscience de classe. Il n'en est autrement pour les anarchistes que pendant la guerre civile, et justement parce qu'ils ont alors « conquis le pouvoir d'État » sur de larges fractions du territoire : ils pensent donc pouvoir attribuer aux collectivités libertaires, dans

74 Dans les *cooperativas de trabajo asociado* (CTA), selon la législation espagnole, l'apport des salariés non sociétaires est strictement limité (moins de 10 p. 100 du nombre des sociétaires avant 1991, et depuis lors, moins de 30 p. 100 des heures de travail fournies par ceux-ci), de même que l'apport maximum d'un sociétaire au capital social (moins d'un quart jusqu'en 1991, moins d'un tiers actuellement).

75 Le développement qu'ont connu en Andalousie les entreprises de travail associé au cours des dernières décennies contraste avec la crise qui a affecté les autres catégories d'organisations coopératives. Comme ailleurs en Europe, le rôle des coopératives de consommation et d'habitation s'est très fortement réduit, sauf en partie dans les zones rurales. Quant aux coopératives de services aux agriculteurs, elles ont été secouées par divers scandales, qui ont nécessité des mesures d'assainissement. Il en est de même pour les caisses rurales de crédit, qui ont en outre été très gravement touchées par la crise récente du système bancaire espagnol. Sur les coopératives de services aux agriculteurs et le crédit rural, en Espagne et plus spécialement en Andalousie, il existe une très abondante littérature. L'étude la plus récente est celle de Cynthia Giancavo, *Agricultural Cooperatives : an Analysis of Legislative, Policy and Organisational Change (Las cooperativas agrarias : análisis de los cambios legislativos, de políticas y de las variables organizativas)*. Il s'agit d'une thèse présentée à l'Université d'Almería, qui examine les organisations concernées du point de vue de la théorie économique et prend comme étude de cas les coopératives de fruits et de légumes de la province d'Almería.

76 Marx, Œuvres, t. I, p. 467.

l'agriculture comme dans les autres secteurs de l'économie, un rôle fondamental dans l'établissement d'une société nouvelle⁷⁷.

Au cours des dernières décennies, les « monopoles » n'ont pas cessé de croître « de façon géométrique ». Quelles sont donc alors les marges laissées aux entreprises collectives des travailleurs? Il n'a pas manqué en Andalousie⁷⁸ d'intellectuels ou militants de gauche pour déclarer que ce n'est précisément que dans les marges du système capitaliste qu'elles peuvent trouver un peu d'espace, dans la mesure où elles peuvent l'aider à surmonter sa crise en prenant en partie à leur charge la lutte contre le chômage : c'est d'ailleurs aussi la fonction que leur assigneraient les pouvoirs publics, en leur accordant diverses aides financières, fiscales ou techniques. Et il ne manque pas non plus d'experts, ou prétendus tels, dans les administrations ou les bureaux d'étude, pour prétendre que les travailleurs ne s'associent que par opportunisme, pour profiter des aides accordées à cet effet, et qu'en conséquence ils ne créent pas de « vraies » entreprises.

Des enquêtes que j'ai réalisées en Andalousie⁷⁹, il résulte cependant que les aides publiques n'ont que des effets extrêmement modestes sur la formation et le développement des entreprises de travail associé. Elles montrent également qu'en moyenne, il s'agit de véritables entreprises, qui sont loin de ne prendre en charge que des activités marginales, qui obtiennent des résultats économiques satisfaisants pour leurs travailleurs et qui résistent même mieux à la crise que les petites et moyennes entreprises privées de leur secteur d'activité.

Ces enquêtes font enfin ressortir que le fait de s'associer pour devenir entrepreneurs n'a pas anesthésié la « conscience de classe » des travailleurs en les transformant en « petits capitalistes ». Bien au contraire, leurs entreprises sont le plus souvent le lieu d'exercice d'une solidarité à double sens avec les groupes populaires locaux.

C'est le cas en particulier dans les communes rurales : peu important en fait les caractéristiques de « classe sociale » des uns et des autres (journaliers, ouvriers permanents, petits commerçants ou artisans, petits paysans, employés...), car les relations familiales et les fréquents passages d'un statut à l'autre font perdre à ces distinctions une très grande partie de leur portée pratique. Les coopérateurs s'insèrent évidemment dans différents cercles de solidarité (depuis la famille jusqu'à la commune, en passant par les amis, le quartier, etc.), et la nature de l'aide qui leur est apportée varie selon chaque cercle : souscription « pour la forme » de parts sociales, prêt d'argent, fourniture d'un terrain ou d'un local, appui pour les démarches administratives, etc. Mais presque toujours elle est présente et joue un rôle appréciable.

77 Gaston Leval, *Espagne libertaire, 1936-1939. L'œuvre constructive de la Révolution espagnole*, Paris, Éditions du Cercle, Éditions de la Tête de feuilles, 1971.

78 Le débat sur ce sujet dépasse bien sûr très largement le cas particulier de l'Andalousie, et il n'est pas possible de l'aborder — ne serait-ce que tangentiellement — dans le cadre restreint de cet article.

79 Maxime Haubert, *Cooperativismo y crisis económica en Andalucía*, Séville, Universidad de Sevilla, 1984. Ces enquêtes (par questionnaires et entretiens) ont été réalisées avec l'appui de l'Instituto de Desarrollo Regional de l'Université de Séville; elles avaient pour objet d'étudier la viabilité et l'efficacité des coopératives ouvrières, au double point de vue social et économique.

Dans l'autre sens, la solidarité des coopérateurs se manifeste en particulier dans l'embauche de chômeurs, dans l'aide à la formation d'autres coopératives, dans la participation au financement d'équipements locaux, et plus généralement dans leur contribution au développement local.

La situation est assez différente dans les centres urbains, dans la mesure notamment où les solidarités nouées au niveau strictement local jouent un moindre rôle dans l'action coopérative. Dans les coopératives de consommation, les sociétaires tendent comme ailleurs à se transformer en simples clients et leurs relations interpersonnelles deviennent évanescentes. Les entreprises de travail associé, pour leur part, ne bénéficient pas des mêmes appuis locaux que leurs homologues des communes rurales. Mais, bien qu'ils soient devenus entrepreneurs, leurs sociétaires n'ont pas pour autant dans l'ensemble développé une « fausse conscience de capitalistes ». Sans doute le cas de cette coopérative ouvrière où, face à des difficultés financières, les sociétaires ont choisi de diminuer leur rémunération afin de pouvoir continuer à employer et à payer correctement les travailleurs temporaires est-il exceptionnel. Mais, lorsque la situation économique est favorable, il est fréquent que leur solidarité avec les chômeurs conduise les coopérateurs à augmenter leurs effectifs plutôt que leur rémunération. Un facteur essentiel de cette solidarité est certainement la prise de conscience de la profondeur de la crise qui frappe l'Andalousie et en particulier les classes populaires. Et c'est cette même prise de conscience qui élargit leur solidarité aux petites et moyennes entreprises privées : eux-mêmes d'ailleurs ne sont-ils pas en tant qu'entrepreneurs victimes de la crise et plus généralement soumis à des processus d'exploitation⁸⁰?

Lorsqu'il a analysé les mouvements sociaux en Andalousie jusqu'en 1936, Antonio María Calero⁸¹ indiquait qu'il s'agissait de « mouvements populaires » plus que de « mouvements prolétariens ». L'analyse réalisée ici des luttes sociales concernant les organisations de type coopératif permet aussi, semble-t-il, de les qualifier de luttes populaires ainsi que de reconsidérer d'une certaine façon le rôle du mouvement « ouvrier » jusqu'à la fin de la guerre civile.

En ce qui concerne les luttes paysannes en Andalousie, on peut tout d'abord se demander si la solidarité avec le groupe local ne prend pas très souvent le pas sur la solidarité de classe : n'est-ce pas le cas avant la guerre civile lorsque les ouvriers agricoles s'opposent à l'embauche de travailleurs venant d'autres communes, parce que les employeurs peuvent ainsi plus facilement éviter de satisfaire leurs revendications⁸²? N'est-ce pas le cas aussi dans la période récente en ce qui concerne les luttes des ouvriers agricoles et l'action des syndicats qui

80 Il faut remarquer par ailleurs qu'un très grand nombre de coopératives de travail associé ont des liens plus ou moins étroits avec la gauche. La *Federación andaluza de empresas cooperativas de trabajo asociado* (FAECTA, Fédération andalouse des entreprises coopératives de travail associé) est elle-même très marquée à gauche. Sur les vicissitudes de la formation de cette fédération, on pourra se reporter à Fernando Álvarez Palacios (*Aproximación a la historia del cooperativismo en Andalucía*, Séville, Grupo 2.000, 1997). Je regrette que, s'agissant de l'histoire proprement dite des coopératives en Andalousie, cet auteur ait cru pouvoir, dans un livre publié sous son seul nom, recopier des dizaines de pages des manuscrits que je lui avais transmis. Mais peut-être est-ce là beaucoup d'honneur qu'il m'a fait.

81 *Movimientos sociales en Andalucía (1820-1936)*, p. 9.

82 Maurice, *El anarquismo andaluz. Campesinos y sindicalistas, 1868-1936*, p. 361.

regroupent un certain nombre d'entre eux⁸³? L'expérience « utopique » du bourg andalou de Marinaleda⁸⁴ en fournit une illustration : en effet, tout donne à croire que la capacité que possède depuis une quarantaine d'années cette réalisation très médiatisée de fasciner les intellectuels progressistes en Andalousie, en Espagne et à l'étranger est en fait beaucoup plus importante que sa capacité de mobiliser les ouvriers — de l'agriculture et des autres secteurs — dans l'ensemble de la région.

Mais cette expérience montre aussi que, si la solidarité a beaucoup de mal à s'étendre dans la région aux autres membres de la même « classe sociale », elle tend au contraire (comme dans les autres expériences coopératives auxquelles il a été fait référence ci-dessus, même si c'est avec des modalités assez particulières) à être très forte à l'échelle locale avec les membres des autres groupes populaires. Il n'est pas nécessaire d'y voir une contradiction, car, par-delà leurs différences de statuts, ils sont considérés comme étant tous également des travailleurs, et tous également victimes du système dominant et de ses crises.

À ce sujet, il est essentiel de rappeler qu'en Andalousie, c'est nécessairement dans le cadre local que se sont enracinées et développées les luttes contre les classes dominantes. En raison des expropriations foncières que celles-ci ont réalisées au XIX^e siècle, l'« ennemi de classe », pour les habitants des bourgades rurales, est d'abord le grand propriétaire qui les a spoliés.

Dans le cas de Marinaleda, il est également frappant de constater que c'est la même personne, un instituteur constamment réélu à la tête de la commune depuis 1979, qui a conduit de bout en bout la lutte des habitants. Il s'agit d'un des dirigeants du *Sindicato de obreros del campo* (SOC, Syndicat des ouvriers agricoles), issu d'une scission des *Comisiones obreras* (CO, Commissions ouvrières, proches du Parti communiste), et formé de militants maoïstes et gauchistes, ainsi que de militants chrétiens influencés par la théologie de la libération⁸⁵. Cependant, il est assez évident que son *leadership* est fondé beaucoup plus sur l'adhésion à sa personnalité que sur l'adhésion à l'idéologie dont il se réclame. Et l'on observe de même, pour les coopératives créées dans la période récente, le rôle assez souvent stratégique que jouent dans leurs relations internes et externes certaines personnalités charismatiques. Il peut s'agir aussi bien du curé de la paroisse que d'un dirigeant politique ou syndical, ou d'un travailleur expérimenté : mais toujours, dans l'adhésion à cette personnalité, son orientation idéologique pèse en définitive de peu de poids au regard de la confiance qu'a suscitée son action passée au niveau local.

83 M. Haubert, « Reconversion agricole, syndicalisme ouvrier et conscience de classe en Andalousie », *Revue Tiers Monde*, t. XXXVI, n° 141, janvier-mars 1985.

84 Après de longues luttes, les habitants ont obtenu en 1992 l'attribution de 1 200 hectares expropriés au duc de l'Infantado. Ces terres sont exploitées en coopérative, dont les résultats sont réinvestis dans des équipements publics et dans des ateliers de transformation des produits agricoles, ce qui a permis de réduire assez sensiblement le chômage. Un grand nombre de services (logement, cantine scolaire, etc.) sont fournis à des prix dérisoires. Un journaliste (G. Haffner, « Marinaleda, phalanstère andalou dans une Espagne en crise », *Le Monde diplomatique*, août 2013) a qualifié cette expérience de « phalanstère », ce qui est évidemment tout à fait inapproprié.

85 Par absorption d'autres petits groupes, le SOC s'est transformé en 2007 en *Sindicato de trabajadores andaluces* (SAT, Syndicat des travailleurs andalous).

La même observation a été faite pour les luttes sociales dans les campagnes andalouses avant la guerre civile, ce qui explique la fréquence des va-et-vient entre les organisations de différentes obédiences, ainsi que des luttes qui se réalisent sans être menées par une quelconque organisation syndicale ou politique⁸⁶. Aussi faut-il sans doute relativiser l'image donnée par E. J. Hobsbawm d'une Andalousie qui se lève en masse sous la bannière anarchiste. Alors qu'elle compte environ 500 000 familles de petits paysans et d'ouvriers agricoles, ce n'est qu'exceptionnellement qu'il y a eu plus de 40 000 « adhérents » aux organisations anarchistes. Certes, cela n'est pas négligeable, et la capacité de mobilisation des cellules locales s'étend bien au-delà de leurs membres⁸⁷. Mais, d'un autre côté, les échecs dramatiques de certaines actions lancées de façon inconsidérée⁸⁸ ont éloigné des anarchistes une fraction importante des paysanneries, et il en est de même de leur refus d'admettre la parcellisation des terres.

Cela ne veut pas dire qu'il n'y a pas à l'époque une certaine convergence entre les aspirations des paysans et l'idéologie anarchiste, convergence qui a indubitablement favorisé la pénétration de cette dernière dans les zones rurales d'Andalousie. C'est le cas en particulier, comme nous l'avons signalé *supra*, du rejet de l'État et des appareils centralisés. Corrélativement, la volonté des anarchistes de réaliser l'« union de tous les pauvres » à l'échelle locale rejoint les comportements traditionnels de sociabilité et de solidarité à cette échelle⁸⁹ : c'est pourquoi les luttes des ouvriers agricoles sont souvent appuyées par l'ensemble de la population. Quant à l'idée défendue par Hobsbawm que paysans et anarchistes aient communié dans un même messianisme ou millénarisme, elle a fait l'objet de très fortes critiques (notamment par A. M. Calero et J. Maurice⁹⁰). Il suffira de remarquer ici que, si les espérances révolutionnaires des anarchistes peuvent sans doute être qualifiées de messianistes ou millénaristes, les luttes des paysans ont en revanche des objectifs beaucoup plus concrets concernant les rapports avec les grands propriétaires pour l'accès à la terre ou l'accès au travail; et leur revendication la plus « révolutionnaire » concerne la récupération du patrimoine foncier communal.

86 Díaz del Moral, *Historia de las agitaciones campesinas andaluzas*, p. 306-307; Malefakis, *Reforma agraria y revolución campesina en la España del siglo XX*, p. 354; Maurice, *El anarquismo andaluz. Campesinos y sindicalistas, 1868-1936*, p. 30 et 377.

87 Maurice, *El anarquismo andaluz. Campesinos y sindicalistas, 1868-1936*, p. 30.

88 Le plus souvent par les dirigeants urbains des organisations anarchistes; il faut souligner que la CNT a été, à partir des années 1920, dominée par les militants ouvriers de Catalogne.

89 Manuel Morales Muñoz (« Formas de sociabilidad obrera en la Andalucía contemporánea », dans González de Molina et Caro Cancela, *La utopía racional. Estudios sobre el movimiento obrero andaluz*, 2001, p. 329-357) a fait ressortir le fait qu'à cette époque, dans les bourgs comme dans les villes d'Andalousie, les différents groupes populaires se retrouvaient dans des lieux de socialisation formels ou informels distincts de ceux des classes dominantes : cercles divers (républicains d'abord, puis ouvriers), sociétés de secours mutuels, clubs, chorales, etc. C'est là notamment que s'est forgée la conscience de solidarité « populaire », et c'est là que les sociétés coopératives ont souvent trouvé leur origine.

90 Calero, *Movimientos sociales en Andalucía (1820-1936)*, p. 75-76; Maurice, *El anarquismo andaluz. Campesinos y sindicalistas, 1868-1936*, p. 6-16.

En définitive, lorsqu'on analyse les luttes sociales auxquelles a donné lieu en Andalousie l'intervention des travailleurs dans l'organisation économique, et plus particulièrement dans la création et la gestion d'entreprises collectives, il paraît essentiel de prendre pleinement en compte leurs dimensions idéologiques ou symboliques.

Cela n'empêche cependant pas de se demander si les facteurs proprement idéologiques ont joué dans ces luttes un rôle important et éventuellement déterminant.

Une première remarque à ce sujet est que les discours intéressés des « lords », « bourgeois » et « économistes » auxquels faisait référence Karl Marx dans son « Adresse » à l'Internationale n'ont eu en Andalousie aucune efficacité pour mystifier les travailleurs et renforcer leur domination; et cela, contrairement au rôle pernicieux que beaucoup de marxistes oublieux de la dialectique tendent à attribuer à l'idéologie bourgeoise, laquelle imposerait aux travailleurs une image déformée et même inversée de la réalité des rapports de classe.

C'est le cas également pour les positions de l'Église catholique, laquelle était jusqu'aux années 1970 dans sa quasi-totalité au service des catégories sociales dominantes⁹¹. Si la religion a éventuellement joué un certain rôle d'« opium du peuple », ce n'est sans doute que lorsque les anathèmes de l'Église contre la réforme agraire ont pu dissuader quelques groupes de travailleurs agricoles et de paysans de rejoindre les rangs de ses partisans ou de ses bénéficiaires. Mais, pour le reste, les exhortations de l'Église en faveur d'organisations économiques réalisant l'harmonie du capital et du travail se sont heurtées à l'indifférence des ouvriers. Il en va autrement en ce qui concerne les exploitants agricoles, dont l'organisation en syndicats et en coopératives s'est faite en grande partie sous l'égide des autorités ecclésiastiques. Mais on peut penser que la « doctrine sociale de l'Église » n'a alors eu d'efficacité que dans la mesure où elle légitimait des structures sociales fondées au niveau local sur la domination des gros exploitants, dans le cadre de ce que l'on appelle le *caciquisme*.

Des remarques similaires peuvent être faites en ce qui concerne les groupes populaires. Dans ce cas aussi, les idéologies progressistes n'ont eu d'efficacité que dans la mesure où elles légitimaient leurs luttes et leur permettaient d'exprimer de façon relativement cohérente les objectifs et les moyens de celles-ci : autrement dit, ce n'est pas parce qu'ils adoptaient telle ou telle idéologie que les ouvriers et paysans se lançaient dans la lutte, mais c'est bien plutôt parce qu'ils se dressaient contre un ordre oppresseur qu'ils ont adopté des idéologies qui leur paraissaient fournir à leur lutte un cadre explicatif et justificatif, lequel joue donc un rôle essentiel dans la mobilisation. On ajoutera que les idéologies progressistes perdent de leur efficacité dès qu'elles débordent le champ que les groupes populaires assignent à leurs luttes. Il en est ainsi pour la foi positiviste dans les vertus salvatrices des progrès scientifiques, techniques et éducatifs, foi qui anime pendant la période considérée toutes les idéologies qui s'adressent aux

91 Il n'en est plus de même depuis lors, et beaucoup de prêtres adeptes de la théologie de la libération ont rejoint les luttes des groupes populaires et joué un rôle notable dans leur organisation.

classes populaires. Il en est ainsi également, on l'a vu, des visions de caractère « messianique » ou « millénariste » que véhiculent les discours des anarchistes.